

NOIR

&

ROUGE

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

25

N ET R

CAHIERS d'ETUDES

(N°25) ANARCHISTES - COMMUNISTES

N°25. OCT-NOV 63

- EDITORIAL p.I à IV
- PERSONNALISME ET ANARCHISME p. I
- ESPAGNE 63 p.83
- MAROC 63 p.49
- LA SITUATION ACTUELLE ET
NOTRE PROGRAMME p.61
- DANS NOTRE COURRIER p.84
- NUMERCS DISPONIBLES p.89

AVIS TRES IMPORTANT

Notre adresse est : LAGANT, B.P. 113,
Paris, 18^e

Ne pas mentionner "Noir et Rouge".

+ + +

Nous remercions tous les lecteurs qui nous adressent leurs encouragements, leurs critiques, leurs suggestions, leurs projets d'études (et leurs mandats !).

Ce contact nous permet de découvrir de nouveaux amis de l'anarchisme-communisme et aussi de resserrer nos liens avec de nombreux sympathisants ou militants du mouvement libertaire. ...

Il est répondu à chacun dans les plus brefs délais.

Prière de nous signaler tout changement d'adresse.

+ + +

Ce numéro nous coûte 1,50 F.
Il paraît 4 numéros par an.

LAGANT, CCP. Paris 16.682.17

+ + +

EDITORIAL

LA LUTTE ANTIFRANQUISTE

Il y a deux ans, si on cachait un algérien chez soi, on disait à ses proches : c'est un espagnol; aujourd'hui on se demande si on ne va pas bientôt être obligés de cacher des camarades espagnols en disant qu'ils sont Algériens !

On se rappelle la campagne contre l'exécution du communiste Grimau. Or le 2 août 63 une bombe explosait au siège de la CNP FAI FIJL à Toulouse, qui a protesté ? Delgado et Granados sont morts, qui a protesté ? Capdevila a été abattu par la "Guardia Civil" les armes à la main; deux camarades espagnols venus de Franco condamnés à 60 et 45 ans de prison; trois jeunes camarades français Terry, Batoux et Pécunia à 15, 24 et 30 ans; les locaux de la CNP, de la FIJL et de la FA ont été perquisitionnés; 21 anarchistes espagnols arrêtés, qui a protesté ?

Est-ce qu'un communiste pèse plus que deux anarchistes dans la balance de l'antifranquisme ?

Est-ce que les communistes seuls ont le monopole de l'héroïsme ?

Franco présente Delgado et Granados comme des jeunes voyous, goujats à l'occasion; De Gaulle fait arrêter les anarchistes espagnols pour "association de malfaiteurs". Si être antifranquiste, c'est se conduire en malfaiteur, à ce titre nous sommes tous coupables et le crions bien

haut.

En attendant, le franquisme continue. S'il y a l'action violente, avec laquelle on peut être ou non d'accord (I), il y a aussi le peuple espagnol lui-même - les grèves aux Asturies - qui lutte toujours.

(I) Solidarité pour les emprisonnés: s'adresser à la CNP, à la FIJL et la FA.

ACTION DIRECTE

À Montevideo, le consulat espagnol a été occupé par les Jeunesses de la FA d'Uruguay le 15 août.

Profitant d'une manifestation contre la dictature de Stroessner au Paraguay (qui a signé des accords culturels avec l'Espagne en juillet), une vingtaine d'anarchistes ont occupé le consulat. "Depuis les fenêtres de l'édifice, ils déployèrent deux grandes pancartes contre la condamnation à mort des deux anarchistes espagnols, tandis que de la rue un groupe dix fois plus nombreux observait les résultats de l'"opération". " (El Plata, de Montevideo, 15/8/63). Pendant ce temps, la manifestation contre Stroessner arrivait, et les manifestants décidèrent de bloquer le consulat espagnol.

Nos camarades anglais ont aussi occupé l'ambassade espagnole à Londres, le consulat espagnol à Glasgow, l'ambassade française pour protester contre les arrestations de nos camarades, l'ambassade d'Afrique du Sud, l'ambassade cubaine qui a été prise par les anarchistes, pendant que les manifestants défilaient avec des banderoles: "Castro, no. Yankoes, no. Liberté pour le peuple cubain, si !" (Le Monde, 23/7/63).

LA GUERRE ALGERO-MAROCAINE

Dans ce numéro, un article est consacré au Maroc. Un de nos camarades en revient,

juste avant le début des "hostilités". Ainsi, les pièges du pouvoir se répètent: attribuer à "l'étranger" la responsabilité des difficultés politiques intérieures et Hassan, petit roi autoritaire et retors, n'est pas fâché de trouver en Ben Bella un exutoire à ses ennuis. Quant à celui-ci, il mobilise les djounouds et les envoie au casse pipe, essayant d'entraîner les kabyles dans le grand souffle patriotique en camouflant en même temps les difficultés économiques. Vieilles recettes, qu'on n'hésite pas à emprunter au colonialisme, quand l'intérêt de l'"Etat" est en jeu ! Après la première lutte essentielle, contre ledit colonialisme, le peuple algérien doit et devra lutter aussi contre ses gouvernements, comme le peuple marocain, comme tous les peuples, même les non ex-colonisés. En Espagne, par exemple, et en France.

LA COEXISTENCE PACIFIQUE

À la Conférence de la III^èe Internationale, tenue à Moscou en juillet 1921 à laquelle participa une délégation de la CNT espagnole, Orlandi, Leval (alors réfugié en Espagne) et d'autres, on put entendre le dialogue qui suit que nous tirons de "Anarchisme" n°2 :

"Tous les anarchistes russes sont des voleurs et des criminels. Aucun de ceux qui sont actuellement en prison ne peuvent être libérés", dit Trotsky. Leval demanda des explications.

"Qui êtes-vous, Leval, je ne crois pas nécessaire de vous répondre ?".

Orlandi demanda à son tour des preuves.

"Vous me donnez l'impression d'être une femme hystérique; je suis le commissaire du peuple, et je trouve superflu de vous donner une quelconque explication. Ma parole est suffisante. Les délégués au Congrès de l'Internationale

syndicale, n'ont pas le droit de demander la liberté pour ces bandits contre-révolutionnaires. Nous ne sommes pas responsables de nos actions ici en Russie, et nous qui sommes au pouvoir, nous faisons selon les intérêts de la révolution !"

Le camarade Trotsky avait, au mois de février de la même année, commandé à Toukachesky d'écraser l'insurrection des marins de Kronstadt - à tendance anarchiste. "Tuez-les comme des perdrix" (paroles historiques qui ne sont pas tombées dans les "poubelles de l'histoire").

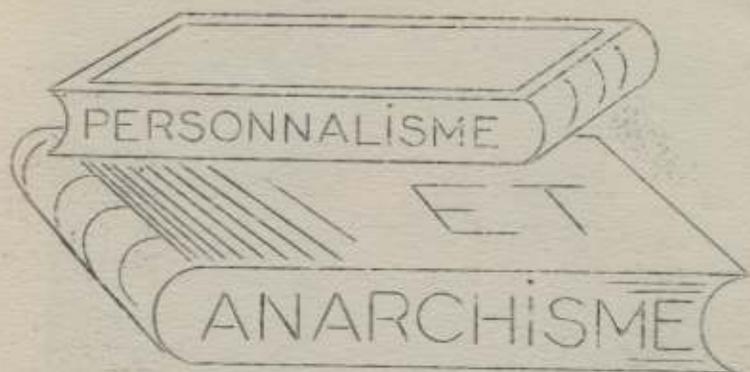
C'est sans doute dans la même ligne des "associations de malfaiteurs" qu'on passe actuellement sur les écrans parisiens le film russe "La Tragédie Optimiste" (écrite par un "prix Staline"!) sur les "bandits" de Cronstadt. Coïncidence ? En tout cas, contre-vérité historique: l'armée rouge de Trotsky devient l'armée blanche chez Vichnievsky.

LA VIE MONDAINE

La société des amis d'Edouard Drumont est enfin fondée. Rappelons que Drumont (1844-1917) est un de nos premiers grands intellectuels antisémites, auteur de "La France Juive" (1886) et autres ouvrages du même ordre. En 1893, il fonda "La Libre Parole" consacrée à l'antisémitisme, il s'intéressa à l'affaire Dreyfus et son action antisémite le fit élire député d'Alger en 1898.

Parmi les membres de cette nouvelle société reconnue par l'Etat: Barrière, Coston, Xavier Vallat.

Mlle Dior, a expliqué à la télévision pourquoi elle épouse le chef fasciste anglais Colin Jordan: les Juifs, les Nègres, les Jaunes, elle n'aime pas ça, elle préfère le nettoyage par le gaz sans doute !



En 1937, en pleine guerre d'Espagne Emmanuel Mounier a publié une étude sur l'Anarchisme dans sa revue "Esprit". Bien que cette étude ait été reprise en 1946, elle est très peu connue. Ces deux numéros d'Esprit étaient d'ailleurs introuvables depuis de nombreuses années.

Cette année, dans le Tome I des Oeuvres de Mounier (Ed. du Seuil), le texte est reproduit (p.651 à 725).

Emmanuel Mounier n'est pas anarchiste. Aussi paradoxal que cela puisse paraître: il est catholique militant. Il a été entraîné par sa curiosité intellectuelle, par ses recherches, par son sens de la réalité sociale, à faire des rapprochements entre son attitude et celle des existentialistes, des anarchistes, des communistes. Mais il est resté jusqu'à la fin avant tout catholique, catholique "de gauche" comme on dit maintenant, mais catholique quand même. Il a été le promoteur du Personnalisme (et sur ce point précisément a recherché les positions anarchistes).

Il faut ajouter qu'Esprit, créé en 1932 par Mounier, a été dirigé par lui jusqu'à sa mort (1950); il a été repris par Albert Béguin (1950 mai 1955); il est actuellement dirigé par

J.M.Domenach. Cette revue a soutenu les prêtres ouvriers, les algériens en lutte pour leur indépendance, et les peuples colonisés, elle s'est solidarisée avec l'Espagne républicaine.

LE PERSONNALISME:

Il était naturel que le Christianisme, religion monothéiste, mit l'accent sur l'individu, s'opposant ainsi aux religions polythéistes, pénétrées de l'importance de la nature et de sa grandeur face à l'homme. L'enfer et le paradis permettant, si l'on peut dire, à l'homme de choisir son futur et lui donnent une supériorité sur la nature, qui lui est inférieure. L'individu humain est:

"...un tout indissociable dont l'unité prime la multiplicité, parce qu'elle a racine dans l'absolu".

(Mounier-Le Personnalisme-Collection

"Que sais-je"? p.II)

Le personnalisme veut être un mouvement qui puise ses origines dans l'opposition de Kierkegaard à Hegel c'est-à-dire la question de la liberté individuelle face au système abstrait. En fait, le personnalisme est la réponse religieuse, de même que l'existentialisme est la réponse athée. Le personnalisme range parmi ses précurseurs: Berdiaef, Buber, Gabriel Marcel, Jaspers, etc.. Mais loin de se cantonner dans un individualisme vulgaire genre "tour d'ivoire", et cette fois encore comme l'existentialisme, le personnalisme recherche une activité sociale opposée au totalitarisme et qui conserve le plus de liberté à l'individu.

Assumer cette activité sociale tout en conservant la liberté individuelle. A partir de là, on pouvait suivant les moyens employés, aboutir

aussi bien à une conception de "Kliteshumanistes" ou disons, technocratiques, qu'à une conception anarchiste.

Examinons immédiatement quelques citations de Mounier:

"..Que devient enfin, dans un monde où chaque liberté est isolée dans son surgissement, la communauté des personnes? "Je ne suis vraiment libre, écrivait Bakounine que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres.. Je ne deviens libre que par la liberté des autres"... La liberté de la personne au contraire crée autour d'elle la liberté, par une sorte de légèreté contagieuse- comme l'aliénation à l'inverse engendre l'aliénation".

(p. 76-77)

" Le fédéralisme, comme utopie directrice est bien une expression du personnalisme: mais une utopie directrice, qu'il s'agisse de pacifisme ou de fédéralisme ne doit jamais se transformer en utopie actuelle, et se masquer le sens que lui font prendre les circonstances, parfois contre son esprit. " (125).

"L'Etat est pour l'homme, non l'homme pour l'Etat.

"Le problème crucial pour le personnalisme est celui de la légitimité du pouvoir exercé par l'homme sur l'homme, qui semble contradictoire avec le rapport interpersonnel. C'est bien ce que pensent les anarchistes. Pour eux, l'affirmation sans contrainte de l'individu suffirait à faire surgir spontanément un ordre collectif.

"Le pouvoir, par contre, est fatalement corromp-
teur et oppressif ..." (p.126) (I)

"...que la personne doit être protégée contre
l'abus de pouvoir et tout pouvoir non contrô-
lé tend à l'abus. Cette protection exige un
statut public de la personne et une limita-
tion constitutionnelle des pouvoirs de l'Etat:
équilibre du pouvoir central par les pouvoirs
locaux, organisation du recours des citoyens
contre l'Etat, habeas corpus, limitation des
pouvoirs de police, indépendance de pouvoir
judiciaire ". (p.126).

Dès l'abord, on aperçoit la coexistence
dans la pensée de Mounier, d'un aspect "extrémiste"
anarchisant (effort vers une liberté totale, criti-
que de l'aliénation par l'Etat), et d'un aspect
"constitutionnel", beaucoup moins original, - l'as-
pect anarchisant sur le plan de la critique et de
l'"Utopie directrice"- et l'aspect libéral et tech-
nocratique sur le plan de l'action sociale.

Cette coexistence est-elle synthèse,
confusion involontaire, ou ambiguïté voulue?

ANARCHIE ET PERSONNALISME:

Mounier débute par ces mots: une action
qui ne passerait pas par la classe ouvrière:

(I) notons que nous n'avons jamais soutenu cela:
"tout dans l'anarchie ne peut venir que peu à peu;
et par conséquent, il ne faut pas croire que pour
faire l'anarchie il faut attendre que tous soient
anarchistes ".

(Malatesta, par Fabbri- Edition de Buenos-
Aires, p. 224).

"n'intégrerait pas sa maturité politique son expérience fraternelle, son audace de vues, sa capacité de sacrifice, est aujourd'hui vouée à l'échec, voire à la stérilisation progressive.

"Est-ce à dire que le personalisme doit se poser le problème global de la conquête de la classe ouvrière? Non: il ne se propose ni une action de classe, ni une action de masse. Mais allant rejoindre dans le mouvement ouvrier et spécialement dans le mouvement ouvrier français, de vieilles traditions personalistes, qui ont pris d'autres noms et d'autres visages, il a pour mission propre de réussir la jonction entre les valeurs spirituelles déconsidérées à ses yeux par l'utilisation qu'en a fait le monde de l'argent, et les authentiques richesses, spirituelles elles-aussi, qui sont conservées dans l'âme populaire plus authentiques que partout ailleurs".

(Oeuvres p.653).

"C'est à dégager ces intentions profondes et cette substructure humaine des doctrines que nous voudrions ici nous attacher sur l'exemple des doctrines anarchistes... Nous ne chercherons pas à démontrer au mouvement ouvrier qu'il est personaliste malgré lui... Non. Nous chercherons sous l'incertitude des mots, la solidité des significations".

(p.655).

I- POURQUOI avoir choisi l'ANARCHISME?

"Moins que toute autre, bien moins en tout cas que la pensée marxiste, la pensée anarchiste peut-être détachée des hommes qui l'ont vécue, des intentions qu'elle a re-

"jointes ou réveillées dans l'intérêt populaire. En regard de la littérature anarchiste, la littérature marxiste moyenne, même chez Marx frappe par son caractère implacable, un peu posément scientifique, hargneuse dans l'attaque, maussade dans la défense, plus fanatique que fervente".

(p. 655-656)

"Si la grande littérature anarchiste est marquée par un caractère aussi directement populaire, c'est sans doute qu'elle est partie d'un certain sens de l'homme que le marxisme a parfois rejoint, mais le plus souvent par des voies indirectes, et notamment par le détour d'une science bien bourgeoise qui depuis cent ans se construisait en dehors de l'homme." (p. 657)

II- "ANARCHIE et ANARCHISME"

"Anarchie ne doit pas prêter à confusion. Au premier regard, le mot éveille trois idées: individualisme, négation totale, désordre. Les polémiques ont posément joué de ces trois associations. Or, elles traduisent très infidèlement le visage commun de la pensée anarchisante, telle qu'elle anima tous les débuts et une vivace tradition tradition du mouvement ouvrier". (p. 658).

"Pour retrouver, de l'inspiration anarchiste, ce qui a germé et pris racine dans l'histoire nous devons donc oublier les images qui s'offrent le plus communément à l'opinion quand ce mot est prononcé. Ce n'est pas dans quelques cénacles provocants, ou chez de malheureux hors-la-loi que nous irons le chercher, encore moins dans ces bas

"courants qui, à la suite d'Armand et de Sébastien Faure, n'ont retenu de l'anarchie qu'une exaspération aussi puérile que morbide, de la sexualité. (2) Toutes ces extravagances relèvent de la pathologie et c'est gaspiller bien du sérieux que de l'employer à les discuter. Epigones de l'extrême misère, d'organismes délabrés, voire de la décomposition bourgeoise, elles n'ont jamais reçu la sanction de la sagesse populaires. On est frappé d'ailleurs à la lecture des grands classiques de l'anarchisme: Proudhon-Bakounine-Kropotkine-Guillaume-de leur ton tellement étranger au pittoresque tragique de ce tumulte décadent qui a fixé dans la conscience du grand public, les traits de l'anarchie". (p. 660).

"Cependant, un certain courant anarchisant qui a mûri dans l'expérience ouvrière, reste vivace dans le monde ouvrier. Assoupi depuis un certain nombre d'années, il se cabre dès qu'il se sent provoqué. Je n'hésiterai pas à dire que pour nous les personalistes, il est un des espoirs sur lequel nous misons pour l'avenir et le développement de ce mouvement. Il a formé et inspire encore le meilleur de l'esprit syndical, l'opposition à l'impérialisme ouvrier et au fascisme prolétarien, il est le plus apte à recevoir, mieux, à découvrir de lui-même l'idée personaliste. On voit l'intérêt primordial qui nous pousse aujourd'hui à prendre notre référence en toute clarté à ses doctrines

(2) Affirmation assez surprenante, surtout dans le cas de Sébastien Faure. La lutte pour la liberté sexuelle semble avoir peu intéressé Mounier.

"et si l'on veut bien entendre ces formules avec un son d'égalité fraternelle, à lui montrer les impasses où il se perd, et les chemins où il se libérera ". (p. 660-661).

III- Voyons donc ces prétendues IMPASSES et ces prétendues LIBÉRATIONS:

I) L'AUTORITE:

"En un mot, nous repoussons toute législation toute autorité et toute influence privilégiée, patentée, officielle et légale, même sortie du suffrage universel, convaincus qu'elle ne pourrait tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante, contre les intérêts de l'immense majorité asservie. Voilà en quel sens nous sommes anarchistes ". (Bakounine "Dieu et l'Etat"- Stock I 34, dans Mounier, p. 666).

"L'autorité est le gouvernement dans son principe et le gouvernement est l'Autorité en exercice. " (Proudhon "Idée générale de la Révolution". Rivière, p. 181-; p. 667).

"Toute autorité temporelle ou humaine procède directement de l'autorité spirituelle ou divine. Mais l'autorité c'est la négation de la liberté. Dieu, ou plutôt la fiction de Dieu, est donc la consécration et la cause intellectuelle et morale de tout esclavage sur la terre, et la liberté des hommes ne sera complète que lorsqu'elle aura complètement anéanti la fiction néfaste d'un maître céleste ". (Bakounine, idem p. 283; p. 668).

"En divinisant les choses humaines, les idéalistes aboutissent toujours au triomphe

"d'un matérialisme brutal. Et cela pour une raison très simple: le divin s'évapore et monte vers sa patrie, le ciel, et le brutal seul reste réellement sur la terre.. Dieu est, donc l'homme est esclave. L'homme est intelligent, juste, libre, donc Dieu n'existe pas. Nous défions qui que ce soit de sortir de ce cercle, et maintenant, qu'on choisisse."
(Bakoumine, p.669).

Mumier accepte tout cela jusqu'à présent:

"Or, à prendre les choses en cet état, il est bien certain que si telle était la conception que le christianisme se faisait des rapports de l'homme à Dieu et de l'autorité divine sur les personnes, la première démarche de tout humanisme devrait être en effet de l'abolir ". (p.670).

2) LE POUVOIR:

"Nous en dirions autant de la représentation que l'anarchisme se donne du pouvoir politique" (p.670).

"Il n'a pas échappé à Proudhon... que tout autoritarisme est lié à une conception pessimiste de l'homme. Il ne fait pas de distinction sur ce point entre le christianisme et le communisme autoritaire, entre l'Eglise et l'état constituants indivisibles du gouvernement: leurs dogmes solidaires sont la perversion originelle de la nature humaine, l'inégalité essentielle des conditions, la perpétuité de l'antagonisme et de la guerre, la fatalité de la misère. D'où se déduit pour le salut d'une humanité aussi impuissante, la nécessité du gouvernement de l'obéissance, de la résignation et de la foi ". (p.670).

"L'instinct du commandement, dans son essence primitive, est un instinct carnivore, tout bestial, tout sauvage." "Le meilleur, le plus intelligent, le plus désintéressé, le plus généreux, le plus pur se gâtera infailliblement et toujours à ce métier."

(Bakounine, p. 672).

Contre l'autorité d'un système fermé, le système hegelien,

"Proudhon refuse l'ordre de marche" (673).

"La synthèse ... est gouvernementale: elle est cette abstraction sur les libres réalités qui s'arrogent le pouvoir de les regenter de les plier à une réalité factice, de gré ou de force." (673).

Quelle conclusion Mounier tire-t-il de cela?

"En réalité elle (l'idée de justice) est chez Proudhon, comme dans tous les mouvements ouvriers, une passion profonde, un visage de Dieu, que les mots restent maladroits à définir". (673).

Les paroles du début, de ne pas chercher "à démontrer au mouvement ouvrier qu'il est personnaliste malgré lui", ont été oubliées assez rapidement.

Mounier explique ensuite fort bien, contrairement à l'opinion de certains critiques malveillants qui raillent un prétendu égalitarisme qui empêcherait toute éclosion de l'individu au profit d'un ensemble social, que ni Proudhon, ni Bakounine n'ont nié les différences naturelles entre les êtres. Ce qui est en cause, ce sont les privilèges, la hiérarchie artificielle, a priori, des individus.

"Une société d'où toute subordination est exclue ne comporte plus que des rapports de coexistence et de coordination. Ici, comme dans l'univers, le centre est partout, la circonférence nulle part (1); comme l'univers s'est débarrassé de Dieu et des principes premiers pour se résoudre en rapports, la société doit se débarrasser des pouvoirs pour se résoudre en échanges: commerce, mutualité, association, contrat, remplacent les relations de commandement, d'obéissance et de législation, un réseau de relations immanentes apparaît sous la "transcendance" des gouvernements, la "société" se délivre de l'Etat? Désordre? Ils le nient. L'erreur de tout principe autoritaire c'est de croire que le gouvernement est la cause de l'ordre alors qu'il n'est qu'une espèce de l'ordre, et non la meilleure". (p. 674).

Arrivé à ce stade, Mounier se demande si le problème est épuisé et propose une ébauche de "doctrine personaliste de l'autorité" (2).

"Le pouvoir a pour fin le bien commun des personnes, qui n'est pas la somme des intérêts individuels, et c'est pour cela qu'il peut brimer les intérêts simplement individuels comprimer, interdire des activités extérieures mais ce bien commun ne peut écraser une seule personne comme telle, refuser place à un seul acte d'authentique liberté spirituelle. Surtout, il ne peut pas se substituer

(1) Proudhon, Célébration du Dimanche 0. 32. La même phrase est dans Saint Bonaventure (XIII^e siècle) qui la tenait d'Alain de Lille (XII^e). (La philosophie médiévale, p. 85, Jeuneau).

(2) Le mot est employé dans le sens de "fondement du pouvoir".

"aux personnes pour les décisions dont dépend leur destin même (en quoi consiste précisément l'"aliénation" décrite par Proudhon et Bakounine)". (p.677-678).

"On voit sur quels points une critique personnaliste de l'autorité rejoint la critique anarchiste, sur quels points elle s'en éloigne". (p.678).

En fait, tout cela est peu net. Mounier ne précise guère ce qu'est le nouvel "Etat personnaliste", qu'il oppose à l'Etat traditionnel. On peut donc y voir comme lui, une sorte d'anarchisme, ou tout aussi bien, un libéralisme dépassant à peine celui de la Charte constituante des Etats-Unis d'Amérique.

3) L'HISTOIRE

"Autant il nous est difficile de suivre dans ses formules idéologiques la critique anarchiste du pouvoir, autant dans le détail des analyses qui couvrent celles-ci, beaucoup plus proches de l'expérience ouvrière, nous trouvons de richesse et de sagacité". (681).

"La critique de l'Etat en est la première place".

Après nous avoir reproché de faire une critique humaine et non économique, Mounier conclut:

"Tout cela n'est pas très original. C'est quand ils aventurent cette critique commune jusqu'aux formes de l'Etat qui sembleraient devoir y échapper, la démocratie et les gouvernements révolutionnaires, que les anarchistes innove. Et ce sont ces avertissements qu'il est le plus opportun aujourd'hui de réveiller". (684).

Nous pensons que c'est une remarque fort simple et fort juste qui indique notre séparation d'avec les marxistes qui, eux, refusent la critique du gouvernement révolutionnaire.

La critique anarchiste de la démocratie est fondée sur la fausse identification du "peuple légal" (celui qu'on laisse dans l'ignorance et la bêtise et qu'on fait voter) et du "peuple réel" (celui qui repousse l'aliénation et l'exploitation).

"Que faudrait-il pour que le peuple légal exprimât adéquatement le peuple réel?

"Il lui faudrait d'abord la capacité politique c'est-à-dire:

1) qu'il ait conscience de lui-même comme classe, de son droit et de sa force, et les affirme.

2) qu'il dégage et affirme son idée celle qui lui donne un sens, une mission, des buts.

3) qu'il sache en déduire les conclusions de tactique, de réalisations à venir etc.." (686).

La critique anarchiste du gouvernement révolutionnaire dénonce

"une démocratie compacte, fondée en apparence sur la dictature des masses, mais où les masses n'ont de pouvoir que ce qu'il en faut pour assurer la servitude universelle.."

"Asservir l'individu, afin de rendre la masse libre" (Proudhon).

Ce gouvernement se basera sur la hiérarchie scientifique, les hommes seront considérés par la science "tout au plus comme de la chair à développement intellectuel et social".

"Ce sera le règne de l'intelligence scientifique, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant, et le plus méprisant de tous les régimes". (Bakounine Empire Knoutc-germanique, IV, 497).

"Ainsi, dans un sens ou dans l'autre, la pente est fatale: "l'histoire des gouvernements est la martyrologue du prolétariat". (Proudhon, O. 184) -(69).

4) LE FEDERALISME.

"Le plus génial des penseurs anarchistes, Proudhon, devait pousser sa réflexion jusqu'au point où il apercevait le noeud de toutes ces exigences (voir notamment les cinquante premières pages du Principe Fédératif). Il finit par reconnaître, dans l'autorité et dans la liberté, deux principes indissolublement liés de l'ordre politique l'un sans l'autre vide de sens. Tout régime politique lui apparaît alors comme une transaction, un balancement entre les deux (...) il suffit que le citoyen se réserve individuellement, en formant le pacte, plus de droits, de liberté, d'autorité, de propriété qu'il n'en abandonne, au fond, et qu'il garde barre sur la société. Lorsqu'il commença à parler de fédération, ce n'est plus autre chose que Proudhon entendait par anarchie" (630).

En regardant "Du Principe Fédératif", pour vérifier le jugement de Mounier, nous trouvons que Proudhon en effet, exprime ces idées:

"Malgré l'attrait puissant de la liberté ni la démocratie, ni l'anarchie, dans la plénitude et l'intégrité de leur idée, ne se sont constituées nulle part" (p.279
ed. Rivière 1959)

"Il faudra des siècles avant qu'une société entièrement libre se constitue". (287).

(Proudhon)

Aussi propose-t-il la solution fédéraliste:

"En résumé, le système fédératif, est l'opposé de la hiérarchie ou centralisation administrative et gouvernementale, par laquelle se distinguent, (...) les démocraties impériales, les monarchies (...). Sa loi fondamentale caractéristique est celle-ci: dans la fédération, les attributs de l'autorité centrale se spécialisent et se restreignent diminuant de nombre, d'immédiateté, et si j'ose ainsi dire d'intensité, à mesure que la Confédération se développe par l'accession de nouveaux Etats " (321). (id.)

La justice, le service militaire seront "sous la main des autorités locales " (329).

(id.)

Mounier repoussant l'anarchisme "utopie saine" (693) accorde sa préférence à Proudhon :

"Je ne vois plus guère de différence pratique entre les formules du Principe fédératif, et celles de l'Etat d'inspiration pluraliste dont le personnalisme a plus d'une fois esquisse l'inspiration. L'Etat, retrouvé par Proudhon, au-delà de ses négations premières, est reconnu comme garant des libertés; la liberté n'est plus réduite au devoir négatif de ne pas "empiéter", elle est reconnue comme une puissance d'initiative créatrice; l'Etat retrouve par elle un contenu spirituel, destiné qu'il est envers ses œuvres à une sorte de fécondation sans gestation, avec par excellence, pour attribut "d'instituer, de créer, d'inaugurer, d'installer" et le moins possible, contrairement à la formule ambiguë et dangereuse d'"exécuter!"

"Nul doute que tout personnalisme doive pousser ses recherches dans ces directions" (693).

Ainsi, tout bien pesé, Mounier ne retient de l'Anarchie que la conception mutualiste de Proudhon. Faut-il rappeler que cette conception était combattue au sein de la première Internationale aussi bien par la fraction marxiste, que par la fraction anarchiste?

Faut-il aussi rappeler que la conception d'un Etat promoteur est courante chez tous les premiers théoriciens du libéralisme? Critique théorique, critique de mot, peut-être, mais le manque de concrétisation historique et de référence au réel, de Mounier, permet toutes les interprétations. Que dire quand il cite Saint Thomas:

"Le gouvernement est d'autant meilleur qu'une perfection plus grande est communiquée par celui qui gouverne à ceux qui sont gouvernés; or, c'est une perfection plus grande que d'être source d'action".
(694, S.Th I, q-103, 26).

Et il ajoute:

"On surprendrait beaucoup les anarchistes en leur montrant avec les textes de la tradition et des encycliques que, outrance et idéologies en moins, toute l'orientation effective de leur pensée va dans le sens de la doctrine catholique de l'Etat. Pour les actes de l'Eglise sociologiquement prise c'est une autre question qui relève de l'histoire, non de l'Eglise comme telle".
(905).

A quoi bon discuter? Entre les prêtres ouvriers et

l'Opus Dei, le "Syllabus", ou "Pacem in terris",
l'Eglise joue les caméléons suivant ses désirs.

5) L'ECONOMIE

"Les anarchistes, en cette matière, ne sont pas des forts en thème: Marx reprend ici le dessus sur plus d'un point". (696).

"Lisons ce titre: "Champs, usines, ateliers ou l'industrie combinée avec l'agriculture et le travail cérébral avec le travail manuel!" C'est long à dire, mais cette usine placée en tampon entre le champ et l'atelier cet effort vertueux pour rejoindre les morceaux disloqués de l'homme économique. Pierre Kropotkine nous y découvre une volonté touchante de sauver la personne dans ses oeuvres. Quand ils (les anarchistes) rêvent ils ne rêvent pas de rationalisation, mais de surabondance. Les rêves de Marx sont des rêves de professeur, leurs rêves sont des rêves d'enfants: d'un côté l'armée des travailleurs disciplinés comme un rouage; de l'autre, des hommes libres, turbulents de désirs, la "prise au tas".

"Ce même esprit se retrouve dans leur formule de base: "De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins" (...). C'est au nom de cette liberté que les anarchistes se sont toujours opposés à la formule communiste: "à chacun selon ses oeuvres", incarnée dans le système des bons de travail". (697-698).

"L'utopie, si séduisante, est ici cependant caractérisée (...). La naïveté dominante de cette utopie n'est d'ailleurs pas dans une erreur de date. Elle est de croire que le problème de la distribution soit surtout

"un problème de quantité, alors qu'il est plus encore, et de plus en plus à mesure que les hommes seront libérés des soucis primaires, un problème d'affectation. Tout serait bien si les désirs des hommes étaient des désirs parallèles, s'accroissent indéfiniment en hauteur. Mais les désirs des hommes sont des désirs jaloux, qui se recourent, se concurrencent, se superposent. Ce n'est pas, contrairement au lieu commun, d'avoir une vue trop individualiste de l'homme qu'il faut faire ici grief aux anarchistes mais bien au contraire de n'avoir pas assimilé que l'homme est aussi individu, c'est-à-dire exclusivisme et jalousie (...). S'ils ne réussissent à éliminer la nécessité de cette règle, du moins les anarchistes l'orientent-ils, par leur utopie, dans une direction heureuse ". (699).

Mounier résume l'opinion des gens qui trouvent l'anarchisme "sympathique.. ce serait tellement beau, si c'était réalisable ". Et nous les soupçonnons de craindre au fond d'eux-mêmes, la disparition de la hiérarchie qui leur a en général donné un bon emploi. Seulement Mounier résume également leur ignorance de l'histoire et de l'homme.

Mounier publie son essai en avril 1937, dans le même numéro il y a une étude sur les collectivités agraires anarchistes en Espagne, par Labrousse. Pourquoi Mounier n'a-t-il pas daigné s'intéresser à ces collectivités agraires ou urbaines qui groupaient des centaines de milliers de personnes qui se souciaient peu de "l'utopie", de la "naïveté"? Quels que puissent être les motifs avouables ou non de Mounier, cette "lacune", ce manque d'objectivité amoindrit son ouvrage. Nous consacrerons dans un prochain numéro de Noir et Rouge une étude

sur l'Espagne qui étudiera principalement les réalisations anarchistes pendant (et malgré) la guerre.

6) LA PHILOSOPHIE

Mounier s'en prend aux affirmations scientistes et mécanistes de Kropotkine, par exemple:

"l'anarchie est une conception de l'univers basée sur une interprétation mécanique des phénomènes, qui embrasse toute la nature, y compris la société".

(Science Moderne, 46).

Il critique aussi Bakounine, mais d'une manière confuse et peu systématique, et finalement déclare:

"Trois notions ne semblent exprimer ce que finalement l'anarchisme a senti de plus profond sur l'homme: celles de dignité, de révolte, d'émancipation". (710).

Curieusement, le professeur de philosophie qu'est Mounier traite faiblement cette partie. Là aussi des lacunes; ni Malatesta, ni Berneri, ne semblent avoir existé.

En conclusion de ces "impasses de l'anarchisme", Mounier avoue:

"Nous avons accentué la faiblesse des positions centrales de l'anarchie aussi cruellement qu'il nous semblait nécessaire. Nous devons exiger d'autant plus d'un mouvement comme celui-là et nous montrer d'autant plus sévères à son égard qu'il approche plus près que d'autres les réalités que nous croyons seules aptes à vivifier l'âme populaire qui se cherche". (716).

7) ANARCHIE ET PERSONNALISME.

Mounier étudie en conclusion la théorie révolutionnaire anarchiste:

"C'est faire oeuvre révolutionnaire que d'apporter en nos relations présentes, un peu de ce que devront être nos relations futures" (Jean Grave, Individu et Société, 218-254).

"Si le milieu transforme l'homme, l'homme à coup sûr transforme le milieu" (p. 723).

"C'est une grande erreur préparant une grande déception pour le plus grand nombre des nôtres qui croient la révolution assez efficace pour opérer, de sa propre vertu, la transformation de l'individu, sinon complète, du moins assez grande pour l'amener à assurer la réussite de la révolution qui l'aura régénérée."

"Si après tant de révolutions, les abus ont persisté, ou ont réussi dans le nouvel état de choses, à se faire jour sous de nouvelles formes, c'était, il faut bien le reconnaître, que les initiateurs du mouvement, trop en avance sur la foule, n'avaient pu réussir à l'entraîner dans leur marche en avant, ou ce qui est plus probable- que leur avance sur la masse, plus apparente qu'effective, laissait en réalité leurs conceptions au niveau de la moyenne et tout leur révolutionnarisme se bornait à les changements de noms".

Mounier note à cet endroit:

"Cette recherche de la plus profonde réalité historique qui rejetait déjà les anarchistes de la politique parlementaire vers l'économique, les mène ici jusqu'au soubassement même d'une histoire humaine et raisonnable: "la transformation que nous désirons peut

"demander l'oeuvre de plusieurs générations: or, tant que l'on ne se fera pas une idée nette de ce que pourra être cette révolution qui doit transformer toutes nos conceptions, toutes nos relations sociales, on risquera l'ort d'argoter indéfiniment et de ne pas s'entendre sur ce qui lui sera possible et sur ce qui lui sera impossible."

Mounier ajoute:

"Il ne s'agit pas de reculer indéfiniment les révolutions nécessaires, mais de pénétrer de cette conviction et de cet esprit au moins à tous les degrés, les minorités agissantes ". (74).

A propos du terrorisme Mounier développe en conclusion, des remarques intéressantes, malgré leur brièveté:

"Ici encore, ils glissèrent au système. Pour la formation des hommes, ils crurent trop aisément que préparer "dans les flancs de l'Internationale" un embryon de la société future suffirait pour que la société nouvelle ayant grossi, l'ancienne s'écroule de sa propre faiblesse: la passivité et l'inertie les rattraperait par un détour. Pour l'action, ils sont responsables d'une certaine mystique de l'agitation permanente dont il n'est pas dit qu'elle ne profite pas plus au regroupement des peurs et des forces de résistance qu'au maintien en bonne forme du mouvement de revendications populaires. Mais tout ne devait pas être perdu pour autant de leur message ."(75).

Au moment même où Mounier considérait l'Anarchisme comme un simple message, des milliers d'hommes

et de femmes essayaient, pas très loin de là, en Espagne, de mettre sur pied une société communiste libertaire. Leur sens du réel, de l'efficacité, leur courage et leur amour de la liberté, frappèrent bien des témoins.

Que valent, à côté de ce silence de Mounier, ses analyses sympathisantes de l'Anarchisme?

Les auteurs qu'il connaît sont surtout Proudhon et Kropotkine. Il utilise peu Bakounine. Il ignore Malatesta et Berneri, son contemporain. Sa connaissance de l'Anarchisme est toute universitaire.

Tout en les approuvant dans l'ensemble, il n'accepte à aucun moment, les conséquences pratiques des thèses qu'il analyse. L'intérêt qu'il manifeste pour le mouvement ouvrier révolutionnaire reste toujours extérieur, imprécis; il ne s'est jamais concrétisé.

Ainsi malgré les sincérités de l'auteur, tout cela ressemble fort à d'autres essais déjà faits pour apprivoiser l'anarchisme. Sans succès jusqu'ici.

VIDAL.

ESPAGNE

Les réflexions suivantes se placent dans l'optique de la brochure "Espagne 62" (1) publiée en collaboration par "Informations Correspondances Ouvrières" et "Noir et Rouge". Cependant, loin de suivre un système ou un schéma déjà tracé, ces réflexions s'attachent avant tout à respecter une réalité connue et vécue en Espagne.

Nous essaierons donc de faire une mise au point, en insistant sur la période de Juillet-Septembre 1963; -à la fois pour nous-mêmes et pour les lecteurs- de la situation espagnole, tant intérieure qu'extérieure, présente que future; sans néanmoins tomber dans la symétrie artificielles des articles bien construits de nos connaissances ou préférences, quand ce n'est pas la réalité elle-même, ne nous permettant pas de semblables fantaisies.

L'Espagne de 1963 n'est pas celle de 1936. Elle a évolué, elle évolue et elle évoluera très vite. Les causes de cette évolution ont été décrites dans la brochure précitée. Nous les résumons à nouveau ici. L'afflux de capitaux américains a entraîné un départ en flèche du capitalisme espagnol, que le régime ne peut freiner. En ce moment, l'industrialisation provoque l'évincement des soustiens réactionnaires et traditionnels de Franco (propriétaires fonciers) et la promotion d'une bour-

(1) date: octobre 62 - presque épuisée.

geoisie en pleine croissance.

"Cela signifie des bouleversements profonds: l'agriculture et l'industrie se transforment, se modernisent, se concentrent. Les travailleurs quittent la terre pour les zones industrielles: rien n'est stable pour eux; ils viennent du sud vers le nord, ils partent pour l'étranger, vont d'une usine à l'autre(...).

"C'est ce réservoir de main d'oeuvre bon marché (le régime est là pour le garantir) qui attire les capitaux à cause du profit énorme qu'on peut en retirer (...). La durée du travail a été limitée; les salaires ramenés au minimum légal (...) La situation des travailleurs espagnols n'est pas près de se modifier car "notre industrialisation n'en est encore qu'à ses débuts" (Ministre du Travail, 14/9/62) ".

(Espagne 62 p. 3-4).

LE REGIME FRANQUISTE:

Le franquisme, s'il évoque une continuité à cause de la présence de Franco, est en fait une continuelle adaptation pour (pourrait-on dire) "une meilleure et juste exploitation du peuple dans le cadre d'une technique toujours renouvelée". Adaptation à l'intérieur et à l'extérieur, comme le passé le démontre clairement: pronazi, promussolinien, propétainiste, pro-américain en politique internationale; phalangiste, catholique en politique nationale.

Actuellement, il semble qu'une équipe de planificateurs et de technocrates obéissent à

L'Opus Dei (2) soit installée au pouvoir. La structure économique du régime s'en trouve changée et aboutit à une impulsion du capitalisme. Mais nous ne croyons pas qu'il y ait une vision politique différente entre ces techniciens et les phalangistes qu'ils ont évincés des postes clés de l'Etat, ni non plus avec l'armée qui est le pilier militaire du régime. Il s'agit simplement de lutte entre groupes de pression ayant les mêmes idées, pour s'assurer le rôle de pilier idéologique. Ce rôle est en ce moment tenu conjointement par la Phalange et les catholiques.

On pourrait disséquer à plaisir les différents courants de la Phalange et des catholiques.

"Il ne faut pas accorder une importance démesurée aux conflits entre l'Eglise et l'Etat en Espagne, ainsi qu'aux polémiques qui défraient la chronique. Ces conflits ne sont en fin de compte que le reflet des luttes au sein des classes dirigeantes entre les différents clans, pour l'orientation économique et politique dans telle ou telle direction. Tout ceci se greffe plus sur des rivalités entre groupes financiers que sur des oppositions idéologiques (par exemple la tendance "Opus Dei" actuellement au pouvoir paraît plus défendre la pénétration américaine alors que la tendance "Action catholique" défendrait l'intégration européenne)."

(Espagne 62- p.25).

Quant aux organes de l'Etat et à leur libéralisation, ce sont des mesures destinées à rassurer les "démocraties" qui, de même qu'elles lais-

(2) cf. Noir et Rouge N° 23.

sèrent crever les républicains, accordent à Franco un certificat de bon traitement à l'égard du peuple espagnol.

Ces deux derniers mois récompensent magnifiquement l'Espagne franquiste. Les accords hispano-américains sont renouvelés et les contacts russo-espagnols sont bons.

Les accords hispano-américains renforcent les liens et les engagements militaires, économiques et politiques entre les deux pays. Les USA ont été contraints, devant l'importance stratégique de l'Espagne, de céder aux exigences franquistes que pourtant ils désiraient contrer par intérêt diplomatique vis-à-vis du bloc neutraliste. L'avenir dira si cette politique est payante.

Quant aux relations russo-espagnoles, elles ne sont pas nouvelles: un bref historique le montrera. La guerre de Corée (1950-54) amena les USA à se chercher un allié fidèle et vraiment obéissant en Europe, ce fut l'Espagne; les accords de 1953 ratifièrent ce choix. Parallèlement, l'activité américaine entraîna l'activité russe. Des contacts furent pris entre Moscou et Madrid à propos de l'or volé à la République par l'URSS. Depuis, des faits isolés permettent de jeter la lumière sur une collaboration assez intime (voir aussi à la fin le tableau chronologique):

- 1956, des Espagnols réfugiés de 1936 ou prisonniers de la "division bleue" sur le front russe, sont rentrés en Espagne, par l'intermédiaire de la Croix Rouge.

- 1957, le 5 Octobre, Franco déclara à propos de l'envoi du premier sputnik "cela n'aurait pu être mené à bien dans un pays où l'ordre ne règne pas... l'unité politique et la continuité de l'autorité et de la discipline ont permis le succès soviétique". (dans Historia de la Segunda Republica Espanola", de V. Alba, p. 352-353, Mexico 1960).

-1957, au moment des incidents de RIO de Oro et Ifni, Franco aurait menacé les américains de reconnaître diplomatiquement l'URSS s'ils ne l'appuyaient pas.

-Dans les syndicats "La collaboration entre phalangistes et communistes... est constante, déclarée". (Ildefonso, Tribuna Socialista, p. 95, juillet 1961).

-1960, le commerce entre l'Espagne et les démocraties populaires fut le suivant: de janvier à octobre (chiffre des importations et des exportations en millions de pesetas): Tchécoslovaquie: 186 et 225, URSS: 222 et 381 (selon "Republica" mai 1961).

-1962, au moment des grèves, des cargos polonais seraient venus décharger du charbon à Gijon et à Bilbac pour les pauvres entreprises capitalistes qui en manquaient tant.

-1963, 26 mars, un accord commercial Espagne-Russie sur l'achat d'huile de tournesol est signé à Paris.

-5 Août, matchs de basket "Real Madrid-TSSKA" à Madrid et à Moscou. Il y a quelques années (1960 ?) le match de foot-ball Espagne-URSS avait été interdit par le régime espagnol.

-à l'occasion du match, le directeur de l'agence EFE (équivalent de l'agence Tass, semi-officielle) va à Moscou et y écrit des articles politiques approuvant l'accord de Moscou. "Si l'attitude de Khrouchtchev à Moscou se confirme, nous pourrions peut-être voir un jour le retour du fils prodigue à l'Europe". (Le Monde, 13 Août). Le journal Ya, parle de la restitution de l'or républicain à l'Espagne.

-Enfin, il y a la visite annoncée en août des syndicalistes russes en Espagne, pour y étudier le syndicat espagnol. Cette visite fut ajournée en septembre.

"Il va de soi qu'il n'est pas question

"d'interpréter ce voyage comme une visite aux syndicats de Franco, ni comme devant permettre des contacts avec ces syndicats comme la presse bourgeoise a récemment essayé de le faire croire dans quelques pays occidentaux".

("Troud", cité par Le Monde, 21/9/)

"Des ichtyologistes soviétiques sont partis dimanche pour Madrid afin de participer à la cinquante et unième session du Conseil internationalisme de la mer, annonce l'agence Tass". (Le Monde 24 septembre).

On peut objecter: et Grimaud? si les Russes vont si facilement en Espagne, pourquoi Grimaud a-t-il été exécuté?

Les travaux du barrage d'Hassouan construit par les Russes n'ont pas cessé durant les exécutions des communistes égyptiens. L'interdiction du PC en Algérie n'a pas empêché la ratification d'un accord économique russo-algérien.

L'anticommunisme est uniquement un produit de consommation à usage interne. Il faut anéantir toute opposition et plutôt que d'entrer dans les détails, on schématise; ce qui permet, en surplus, de mener une croisade: puisque le communisme est athée et l'Etat catholique, c'est la lutte du bien et du mal, le retour de l'Inquisition qui a sauvé l'Espagne "Une et libre" (devise des rois catholiques, reprise par les réactionnaires).

Mais l'Espagne économiquement ne peut vivre sur elle-même, elle doit faire du commerce se ranger dans un bloc. Passée du totalitarisme fasciste opposé aux "démocraties judéo-maçonniques" l'Espagne en est à la "démocratie véritable" opposée au totalitarisme rouge, mais s'il y voit son intérêt Franco se fera l'apôtre du socialisme soviétique, opposé au capitalisme décadent.

De même l'antifranquisme soviétique est un produit provisoire de propagande à l'usage des Espagnols, selon les besoins de l'URSS. Durant les grèves, radio Moscou ne demande nullement vengeance de l'assassinat de Grimau, encore moins un retour à la révolution des Asturies de 1934 (I), elle parle de la querelle avec la Chine, du Traité de Moscou, choses bien plus importantes qu'une révolution en Espagne qui ne viendrait que gêner les relations USA-URSS et serait envenimée par Pékin. La mort de Grimau, l'unité entre les Espagnols sont autant de slogans pour bernier la masse. D'ailleurs ils sont complaisamment repris par les franquistes dans leurs attaques contre le communisme, tout est communiste, le MLP, la CNT, la FAI, le OIL, etc.. Ainsi l'URSS polarise l'opposition que le franquisme canalise pour elle. Les deux compères étant alliés, on voit le résultat...

Pour conclure ce chapitre, il apparaît que l'Etat franquiste repose à l'intérieur sur l'armée et la faction idéologique de service. De l'extérieur, les USA et l'URSS l'aident économiquement et politiquement.

LE PEUPLE:

Moralement, on peut dire que 90% de la population se plaint du régime ou le condamne. La sous-alimentation, l'analphabétisme règnent.

"-Que mangent les ouvriers?

-pot-au-feu, haricots, lentilles, ou pois chiches. Il est bourré pendant deux heures, après il a aussi faim qu'avant. Il ne peut

(I) voir la déclaration de Santiago Carillo à "Radio Espagne Indépendante" (Humanité 26 ou 27/9/)

"pas donner de rendement au travail; il ne s'en sort pas, quoique pour mieux manger, il faudrait qu'il travaille plus. Un ouvrier marié avec deux enfants, dépense en nourriture par mois, disons environ 900 pesetas; il y a le loyer au moins 800, l'électricité au minimum 50, le charbon pour la cuisine 200, (il n'y a pas le gaz et souvent pas l'eau courante) ça fait 1950. En plus l'habillement ma chemise de travail: 95, mon pantalon (percé) 130, disons 300. Eh bien, il ne peut pas vivre.

"-tenez, venez chez moi, vous allez voir comment on vit. On est 7, 4 adultes, 3 enfants. Moi, mon cousin, mon frère, on apporte plus de 2000 par semaine. Aucun ouvrier ne mange comme nous, ils sont mieux logés, peut-être, mais pour la nourriture, non. Imaginez comment peut vivre un ouvrier, père de famille, à 500 par semaine".

(Espagne 62, p.20).

"Voici un exemple de la misère qui abonde à Madrid plus que ce que l'on pourrait imaginer: Les groupes de taudis immenses, le soir, sont assiégés par des soldats et des civils. Les pauvres femmes sortent pour les rencontrer pour s'offrir à qui veut payer ce qu'elles demandent pour commettre des actes sensuels. Toutes les femmes bien sûr, ne le font pas, quelques unes seulement, mais j'affirme que si la plupart ne se livrent pas à cette bassesse, ce n'est pas parce qu'elles ne sont pas poussées par le besoin.

"Cela arrive de façon prouvée et certaine, entre autres lieux de la capitale, près de Ventas. Et il ne faut pas attribuer au vice ces agissements en ce qui concerne les femmes. Celles du vice parcourent d'autres lieux

"plus près du centre, et font montre d'un luxe et d'une insolence évidents.
"Tandis que pour celles que j'ai vu à Ventas, on devine des maîtresses de maison, des adolescentes (et quelques unes à peine), poussées par la nécessité où elles voient leurs enfants, leurs petits frères, les vieux... qu'elles ne peuvent faire vivre avec leur seul travail honnête".

(Lettre d'ouvrier d'Espagne-Bulletin d'Information du CARE, Mme C. Audry, 20 Rue du Ranelagh, Paris 16ème).

Tous les espagnols ne meurent pas de faim, mais croire qu'aucun ne souffre, c'est justifier le franquisme (ou la peur qu'on en a).

En décembre 62, Franco annonce une hausse de salaire de base journalier de 36 à 60p. (les salaires étaient bloqué depuis 1956).

"Etant donné que l'ouvrier ne pouvait vivre avec les salaires d'avant, pas mal d'entreprises donnaient déjà depuis longtemps des bonis et d'autres excitants volontaires en exigeant naturellement plus "d'amour" au travail, ce qui doublait le salaire de base, bien que pas suffisamment, loin de là, pour exempter de quelques heures supplémentaires qui vont de 25 à même plus de 30, que tous ceux qui peuvent sont obligés de faire en plus des 48. Pour ceux-là, il n'y a pas eu d'augmentation. Le total des salaires versés est le même; le salaire de base est monté, le reste, que l'entreprise ajoutait, a baissé".

"...Le nouveau salaire s'applique depuis le 1^o janvier en théorie, mais les rares "bénéficiés" ne peuvent le toucher effectivement qu'un mois et demi plus tard, comme pour

"donner le temps de monter aux articles de consommation et d'usage courants. Les derniers "bénéficiés" peuvent remercier grandement s'ils sont comme avant ". (idem)

"La faim séculaire et insistante de nos jours le peu ou pas du tout d'enseignement pour la majorité, le nombre de vierges vénérées par force, le nombre de professions d'où quelques malheureux qui servent d'ânes tirent quelque argent, les taureaux, la danse, le chant, le battement des mains (tant de gens sans travail et quatre "señoritos" font qu'il n'y a pas de jour sans fête), et tout le reste font que, si en quelque point de la terre, une révolution est demandée à grands cris, c'est bien en Andalousie où la masse quoiqu'on dise, est fatiguée par tant de gloriole "folklorique", et tant de vile exploitation ". (idem)

Dans ces conditions de vie, la "libéralisation" du régime ne touche presque personne. Les camarades espagnols que nous avons vu n'achètent jamais les journaux, volontairement, parce qu'ils se désintéressent du régime. S'ils en trouvent, ils les lisent, mais en critiquant, même avec exagération. Pour eux, il n'y a pas de changement, ils se méfient, et se sentent aussi opprimés et surveillés.

En général, ceux qui ont vécu la guerre civile, soit parce qu'ils sont fichés par la police, soit plutôt parce qu'ils sont découragés, subissent le régime avec assez de passivité. Chez les jeunes au contraire, l'agressivité est évidente. Cette agressivité est provoquée par la misère et n'obéit aucunement (en général) à la guerre civile. Pour la plupart des camarades d'Espagne à qui nous en avons parlé, la guerre est quelque chose d'impor-

tant, certes, mais qui ne compte absolument pas, à aucun moment dans leur détermination de combattre le franquisme. Non plus d'ailleurs que le futur de l'Espagne post-franquiste.

En France, dès que des camarades discutent de ce sujet, ils ont la manie de parler du danger communiste, de l'impérialisme américain, et qu'en conclusion, une révolution est impossible, surtout anarchiste, et que si le peuple abat le franquisme, ce sera le capitalisme qui en profitera. Les exemples ne manquent pas.

Nous dirons simplement que les Espagnols sont loin de ces conclusions, qu'ils luttent... que le manque de culture révolutionnaire, ou même de réflexion, leur fassent faire des erreurs, c'est hélas très probable. Mais il faut que ceux qui sont "cultivés", se noient dans la masse, la pénètrent et se fassent "pénétrer" car la véritable culture est collective et pour une collectivité.

Après avoir vu les conditions et les causes de l'opposition du peuple au régime, voyons sa force et ses possibilités.

Elles se matérialisent jusqu'à maintenant dans les grèves (les manifestations sont faites par les étudiants, les intellectuels, ceux qui font partie du régime ne craignent pas tellement qu'on leur tire dessus).

Les grèves existent depuis longtemps en Espagne (voir à la fin le tableau chronologique) mais depuis 1962, elles sont plus unanimes, plus profondes.

Le développement économique de l'Espagne, demande de la part des ouvriers un effort certainement plus grand que dans toute l'histoire d'Espagne. En même temps, ce développement a lieu avec la modernisation du matériel industriel

(et aussi agricole). De nombreux ouvriers et paysans sont chômeurs temporaires; l'émigration, soupape de sécurité, ne suffit pas à débarrasser l'Etat de nombreux chômeurs, embryons de désordre. De plus l'émigration est une arme à double tranchant, car les espagnols, bien que traités comme des chiens en France, en Allemagne, Suisse, Belgique, Hollande,

se rendent compte du retard de l'Espagne dans l'économie, la politique, les moeurs. (I)

Aussi, en 1962, une grève dans un puits asturien (pour des causes mal connues) a-t-elle été une étincelle pour les ouvriers espagnols. Les ouvriers, les contremaîtres, les lâches, les courageux, tous faisaient grève parce que "y en avait marre"... "c'est pas possible".. La continuation de la grève, d'avril-mai à Juin-juillet-août et septembre, a divisé, dispersé les forces. Le manque d'argent, des avantages concédés, la répression, la peur, la prudence, ont achevé le mouvement.

Cette année, la grève a repris, tenace, plus dure. On a parlé de revendications de salaires, ce n'est pas tout, et c'est la grosse différence avec l'année dernière, la grève est politique

Faire l'historique de cette grève demanderait une description économique de chaque puits ou usine, en grève, et une comparaison avec l'année dernière; nous ne pouvons le faire ici.

Nous isolerons les faits qui prouvent une politisation de la grève:

"Les ouvriers présentèrent leur plainte au délégué syndical (contre la conduite arbitraire d'un des ingénieurs) et immédiatement après, se déclarèrent en grève, sans même attendre le résultat de leur démarche" (communiqué de l'Agence Cifra, cité par Le Monde, 24/7/63).

(I) La CGT sur ordre du PC, sans doute, tente de former des sections espagnoles; FO également.

Ceci pour un puits. Dans les autres, on signale que les élections syndicales avaient été sabotées par l'abstention des mineurs. "Le Monde" attribue cette abstention à "la Alianza Sindical" (Union des socialistes, des anarchistes et des autonomistes basques), c'est possible, mais il est certain que le sabotage des élections est une action spontanée des ouvriers espagnols.

"La grève a tout l'air maintenant- sinon d'être organisée par des groupes politiques- du moins d'exprimer le malaise qui règne parmi les ouvriers asturiens et dont l'origine dépasse le seul désir d'obtenir une augmentation de salaire"

(Le Monde, 26 juillet).

"..Il semble que la devise des mineurs soit "tout ou personne"."

(Le Monde, 30 juillet).

"Il semble qu'ils entendent ouvrir un dialogue direct avec les autorités et les employeurs sans passer par l'intermédiaire de l'organisation syndicale officielle et "verticale" (2).

(Le Monde, 5 septembre).

Enfin, en Espagne, un camarade nous a dit que les Asturiens faisaient grève pour demander la libération des mineurs emprisonnés l'année dernière.

La grève semble être la réaction spontanée des espagnols au franquisme. Bien qu'échap-

(2) c'est le même phénomène antisindical qui a eu lieu en France, avec les mineurs et qui -- pose le problème du rôle de tout syndicat comme complice inévitable du capitalisme (voir IGO Octobre).

peut sûrement presque totalement à tous les appareils politiques ou non politiques existant, elle est organisée, dirigée par la base, pour la base.

Les grévistes et les travailleurs ne voient pas de différence entre la grève et la lutte clandestine. Bien sûr, comme personne en Espagne, ils n'approuvent pas les attentats à la bombe contre des innocents et pour eux, il ne peut s'agir que de provocations policières. Pour eux, la mort de Grimau, celle de Delgado et Granados, la grève, sont autant de moyens vers une même fin: l'antifranquisme. Ils ne font point de différence non plus entre Grimau, Delgado et Granados, le communisme, l'anarchisme, le "garrot" ou non, sont pour eux, des "détails secondaires".

Enfin, au niveau du gouvernement cette grève fait peur. L'année dernière, on pouvait penser que des augmentations viendraient à bout du mouvement et Franco disait, sans doute sincèrement: "il n'est pas mauvais que surgissent des problèmes qui mettent à l'épreuve notre système et servent à perfectionner nos instruments". (Le Monde, 24/5/62) Cette année, la presse du régime se contredit sans cesse, en attribuant les grèves au communisme, au mauvais fonctionnement syndical, à la "fierté" des mineurs.

Le peuple munit, et il munit seul, et l'opposition?

L'OPPOSITION:

Pour avoir la vue la plus claire possible, nous verrons les formations et les possibilités d'action. Nous avons déjà vu pourquoi et comment le PC radicalise une partie de l'opposition et l'immobilise.

Le reste de l'opposition s'est elle-même divisée en deux, les "violents" et les "non-

violents".

Une série de pactes et de rapprochements ont abouti au congrès de Munich (juin 62) où les participants: Basques, Catalans, Socialistes pour l'exil; Les Royalistes, des phalangistes, des Catholiques, pour l'intérieur, ont signé un accord où "tous s'engagent à renoncer à toute violence active ou passive, avant, pendant, et après le processus évolutif" (il s'agit de la disparition du franquisme).

A la suite de ce congrès (de Munich) "le PC affirme son accord avec ces 5 conditions qui pourraient constituer la base fondamentale d'un accord politique des forces d'opposition de droite et de gauche".

(Humanité, 14 juin 1962).

Gil Roblès, royaliste, (qui commanda à Franco, alors républicain, de réprimer le soulèvement des Asturies en 34) dévoila le sens véritable de cette comédie. "Un castrisme triomphant des Pyrénées à Gibraltar créerait une situation aux conséquences incalculables pour l'Espagne, et pour le monde". Pour toutes ces raisons, nous préconisons avec une conviction croissante, une évolution rapide et véritable qui rende la révolution impossible".

(29 juin 1962).

Les "non-violents" sont donc pour le moment coupés de la masse et liés aux capitalismes de l'Est ou de l'Ouest.

Les "violents" sont assez faciles à classer: il y a les mouvements fictifs qui disparaissent au bout de quelques mois, et les véritables qui attendent leur heure.

Les mouvements qui ont duré quelques mois sont légions, sans effort on peut en recenser plus de 15, le plus spectaculaire fut le DRIL (Directoire Révolutionnaire Ibérique de

Libération), en 1960. Le DRIL organisa le rapt de la Santa Maria, des attentats au Musée du Prado (on se demande pourquoi), annonça un débarquement de plusieurs milliers d'hommes en Espagne et le soulèvement des Asturies et de la Catalogne. Toute cette fumée disparut vite.

Mais parlons de ceux qui existent; lorsque nous disons "violents", il ne s'agit nullement d'ironie, seul un mouvement d'action directe peut entraîner le peuple espagnol. Le rêve de la plupart des ouvriers espagnols est de faire partie d'un groupe paramilitaire; quelquefois leur élan généreux est utilisé par des pirates, comme "El Campesino" en 1961 avec sa troisième république.

Nous étudierons les formations qui nous semblent les plus en vue: le FLP, le CIL, et le MPR.

F.L.P. (Front de Libération Populaire)

(les citations suivantes sont empruntées à des documentations en français du FLP.)

Il se définit ainsi:

"Il n'est pas un parti politique, mais un front qui va et qui veut faire la révolution"
(Voie communiste-Août 1962).

Programme:

- "1) Le Front (FLP, ESBA, FOC (I)) est une organisation REVOLUTIONNAIRE (...)
- "2) Le Front est une organisation SOCIALISTE (...)
- "3) Le Front est une organisation DEMOCRATIQUE (...)
- "4) Le Front est une organisation FEDERALISTE (...)
- "5) Le Front est une organisation IAIQUE (...)
- "7) Le développement correct du Front doit le

(I) sections espagnole, basque et catalane.

"conduire à devenir la CLASSE EXPLOITEE (ouvriers et paysans), UNIE ET ORGANISEE pour SA REVOLUTION.

"Tout ce qui nous éloigne de ce but constituera un échec de la tâche entreprise. Cependant, à l'étape actuelle, le Front est l'organisation qui tente de devenir l'avant-garde de la lutte ouvrière en Espagne, radicalisant sa propagande politique, aggravant les conflits sociaux, et essayant de former dans la pratique et dès maintenant l'unité ouvrière révolutionnaire.

"Le FLP contient le germe du futur Front de Classe, grâce à son absence de dogmatisme à sa jeunesse, rompant avec tous les postulats traditionnels aujourd'hui figés, et grâce à son attitude critique et indépendante sans autre liaison que sa fidélité aux travailleurs, ni autres compromis que celui de la réalisation totale de la Révolution en Espagne." (25 septembre 1962).

HISTORIQUE:

"Le FRONT DE LIBERATION POPULAIRE fut fondé en 1958 par un groupe d'intellectuels, un groupe d'étudiants et un groupe de leaders ouvriers venus d'organisations traditionnelles" (25 septembre 1962).

Au début catholique, le FLP est de plus en plus noyauté par les communistes. En 1959 Ceron, diplomate, est condamné à 8 ans de prison. En 1962, le FLP participe au Congrès de Munich. Il semble que cette participation ait entraîné une scission de fait entre les "non-violents" et les "violents". De nombreux militants ont été arrêtés depuis sa fondation.

C.I.L. (Conseil Ibérique de Libération).

Définition: Le CIL, dans sa "Lettre ouverte au Président Kennedy", se définit comme le Mouvement Libertaire Espagnol et le Mouvement Libertaire Portugais.

Programme: Le manque de documents ne nous permet que de faire cette brève citation du 9 avril 1963:

" Les amis de Franco, même s'ils s'appellent démocrates, seront toujours les ennemis des authentiques démocrates espagnols qui, au travers de l'"Alianza Sindical CNT, UGT, STV, (2) et des organisations de combat, reconquerront en son temps la vigueur de la liberté en Espagne ".

HISTORIQUE: La première manifestation du CIL connue de nous, est une "Lettre ouverte au Président Kennedy", lui demandant de ne pas renouveler les accords militaires hispano-américains et de cesser de soutenir Franco (9 avril 1963). Puis le CIL déclencha une campagne contre le tourisme et une série d'attentats dirigés particulièrement contre les compagnies d'aviation assurant le service avec l'Espagne. Les aéroports de Londres, Paris, Genève, Rome, etc.. furent touchés. Bien que ces attentats soient une forme de l'action antifranquiste, on déplore trois blessés, des employés de l'aérodrome de Francfort (voir le Figaro 7/6/63). En août, Delgado et Granados étaient arrêtés et exécutés pour avoir commis, selon la police franquiste, deux attentats qui blessèrent plusieurs ouvriers dans un bureau de passeports à Madrid. Le CIL publia alors un communiqué :

"I) Delgado et Granados sont absolument étrangers aux actes commis le 29 juillet à Madrid.

(2) Alliance syndicale anarchistes, socialistes et basques date de Mai 61.

"2) Les armes attribuées à Francisco Granados n'ont pas été utilisées et demeurent intactes aux mains de la police.

3) Le ou les auteurs des faits survenus le 29 juillet, n'ont pas été arrêtés."

A partir du 12 septembre la police française, sans doute à la demande du gouvernement espagnol, arrêta à Paris, Toulouse, Lyon, etc.. les responsables de la F.I.J.L. Cette action policière visa également la CNT, FAI, et la FA française.

On peut discuter sur la tactique de ces camarades, il n'en reste pas moins que nous sommes solidaires.

M.P.R. (Mouvement Populaire de Résistance). (I)

Définition:

"Sortant du cadre des partis qui ont été incapables de vaincre Franco et d'organiser la résistance, sans s'opposer à eux tant qu'ils se conforment à la volonté générale et à l'intérêt commun, Le Mouvement Populaire de Résistance se propose d'organiser l'essai au franquisme en unissant dans l'action les combattants de toutes les opinions et de toutes les tendances antifascistes".

(Comité National Coordinateur du MPR
Juin 1962).

Programme:

"NOUS ENTENDONS:

-proposer aussitôt que possible la constitution d'un Conseil de la Résistance ou Junte de Libération, où soient représentés tous les partis et organisations intéressés

(I) voir "Révolution Africaine" 10 Août 1963.

"participant à la lutte pour la libération du peuple espagnol. Ce conseil ou cette Junta donnerait son opinion sur l'action résistante en général, chercherait des appuis individuels ou collectifs, essaierait d'obtenir des hommes et des moyens matériels, créerait des comités de soutien, veillerait à ce qu'il y ait partout une représentation accréditée de la Résistance, déterminerait les modalités d'une libre consultation de la volonté populaire, et formulerait en cas de nécessité et de la manière la plus appropriée aux circonstances, un programme d'action pour la période suivant immédiatement la chute du régime franquiste.;

-nous donner mission d'être l'instrument de combat de l'antifascisme contre le franquisme et, s'il le faut, contre n'importe quel succédané.

"Le Mouvement Populaire de Résistance n'est donc qu'un organisme circonstanciel qui ne prétend pas se substituer aux organisations ou partis existants. Il disparaîtra automatiquement dès que la dictature sera abattue et le peuple espagnol libéré".

(Déclaration rendue publique en mai 1959 par le Noyau Constituant du M.P.R.).

HISTORIQUE: En Mai 1959, le M.P.R. apparaît publiquement. En fait, il existe et travaille depuis quelque temps déjà, mais sans nom officiel. Paradoxalement, ce mouvement fut conçu en prison, par des militants de diverses organisations ouvrières, découragés, non par le franquisme, mais par l'incapacité de leurs organisations respectives. Se fondant sur les désirs réels du peuple et sur les expériences de la lutte clandestine, ils organisent des réseaux dans les villes et les campagnes, et prétendent n'agir qu'au moment voulu et non pour la publicité. Les journaux anarchistes ont en général passé

sous silence les activités de ce mouvement: ainsi un commentaire de Jean Cassou sur le MPR et publié dans le Monde du 12/1/62, apparaît coupé dans l'Espoir du 4/2/62. Quant au Combat Syndicaliste du 25/1/62, il exprime des doutes (sans les fonder) "Solidaridad Obrera" (1960 N° 780) citant "France-Soir" remplace "Mouvement Populaire de Résistance" par "organisme de la Résistance". Et il se trouve -le hasard a parfois de ces ironies- que la plupart des promoteurs de ce mouvement sont des anarchistes. L'action du MPR, la plus visible parmi d'autres, consiste à peindre des slogans sur les murs et les bâtiments officiels: "MOVIMIENTO POPULAR DE RESISTENCIA ABAJO FRANCO MPR" et à les photographier. Qui a l'expérience de ces choses se rend compte qu'en Espagne cela peut être aussi dangereux et difficile que de placer des bombes (30 ans de prison pour une inscription). Dernièrement le MPR et l'organisme qui l'aide en France le CARE, ont fait tourner un film clandestinement en Espagne (I).

CONCLUSION:

Dans la brochure "Espagne 62" nous concluons un peu vite que la tolérance des grèves équivalait à une "faillite de l'appareil répressif" (p. 30) et que "une page serait tournée celle du franquisme dictatorial; une autre s'ouvrirait, celle d'un franquisme avec ou sans Franco, "libérale", se rapprochant des formes politiques occidentales" (p. 31).

Les exécutions de Grimau, Granados Delgado, les tortures envers les mineurs, montrent que dès qu'il le peut, le régime attaque.

La continuité des grèves montre que

(I) Notons que dans Le Monde Libertaire d'Octobre, Maurice Joyeux parle de ce film en l'attribuant à un réalisateur sans mentionner aucune organisation ce qui aurait été un minimum d'objectivité.

le combat est engagé des deux côtés, que le peuple murit.

La résistance malgré les déboires prévisibles de certains organismes, semble bien armé.

C'est paradoxalement au moment où le régime semble le plus assuré que l'opposition grandit. Sans se faire d'illusion sur l'aide que nous pouvons apporter aux Espagnols (ni que ceux-ci s'en fassent), aidons les au-delà des belles déclarations.

Enfin, nous offrons à la méditation, quelques pages trop actuelles de Felipe Alaiz (journaliste anarchiste espagnol bien connu, mort en 1959):

"Pourquoi l'Inquisition de Franco ne se termine pas?"

"Franco persiste dans ses sinistres desseins parce qu'il y a six ou sept gouvernements pour lui succéder et qu'il n'y a pas assez de chaises pour tant de gens(...) Franco profite de tout cela pour se gaver sur les espagnols avec chaque jour plus de furie; avoir une armée sur le pied de guerre sur les versants des Pyrénées et se justifier ainsi par rapport aux Alliés contre les Rouges, étant donné que pendant qu'ils parlent de guerre contre Franco, sans la faire, Franco aura une explication facile à sa mobilisation militaire".

("Impulso" N° 3- 15/2/45).

"Le premier devoir des espagnols:"

"Ce n'est pas le moment de s'entêter sur une position hâtive, quelle qu'elle soit. Mais nous serons toujours prêts à réfréner la furie dialectique qui procède du culte de la facilité. Ce culte nous a fait perdre la guerre en pensant à des aides qui ne vinrent

"pas et en ne pensant pas aux inconvénients qui se succédaient sans interruption.

"Franco depuis des années martyrise les Espagnols. C'est seulement les Espagnols, ceux qui vivent en Espagne et ceux de l'extérieur qui peuvent l'anihiler complètement. L'aide possible du dehors, le rejet du fascisme dans le monde entier sont des circonstances favorables, mais non déterminantes pour un climat radicalement opposé à Franco.

Il faut durcir ses forces et écarter du raisonnement toute velléité critique étrangère aux faits les plus évidents.

Il faut éduquer son caractère et le soustraire au tonic de la facilité et de la commodité.

C'est le premier devoir des Espagnols ".
("Impulso" N° 6- 23 mars 1945).

(septembre)

Israël RENOF.

Chronologie des grèves, des mesures sur les salaires et les prix et des relations hispano-soviétiques
(empruntée à Alba de 1940 à 1958 -ouvrage déjà cité)

1945 novembre: grève à Manresa (Catalogne)

1946 août: conversations secrètes avec Moscou.

1948 janvier: décret pour geler les salaires

- 1948 novembre: la Pologne vend des moteurs d'avions à l'Espagne.
- 1951 mars: grève générale à Barcelone. Exécutions secrètes.
- 1953 décembre: grève à Bilbao.
- 1954 janvier: décret d'augmentation des salaires de 10 à 15%
- mai: l'URSS rend à l'Espagne 280 prisonniers de la "Division Azul".
- novembre: accord commercial avec la Pologne.
- 1955, 23 septembre: Molotov déclare à "Arriba" que l'Espagne devrait faire partie du Pacte de Sécurité Européen proposé par l'URSS.
- décembre: grève des usagers des tramways à Madrid et Barcelone.
- 1956 janvier: L'Espagne est admise à l'ONU avec les votes favorables de l'URSS et des USA.
- avril: décret d'augmentation des salaires de 15%, grève à Pampelune, au Pays Basque et à Barcelone.
- octobre: retour en Espagne des enfants réfugiés en URSS pendant la guerre civile.
- 1957 janvier: La Pravda affirme que la République doit encore de l'or à l'URSS.
- mars-avril: grève des mineurs aux Asturies et au Pays Basque. Suspension des "garanties" Grève à Barcelone.
- juillet: accord commercial de l'Espagne avec la Pologne.
- août: décret d'augmentation des prix de nombreux articles.
- septembre: grèves à Bilbao.
- 8 octobre: discours de Franco, faisant l'éloge de l'URSS pour son spoutnik.
- 13 septembre: lettre de Boulganine à Franco.
- décembre: accords commerciaux avec la Pologne la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Allemagne orientale et la Yougoslavie. Le PC lance la consigne de "la Réconciliation nationale".

Le général républicain (communiste) Vicente Rojo retourne en Espagne. Participation des Soviétiques aux congrès qui ont lieu en Espagne.

1958 janvier: grève des usagers des tramways à Barcelone.

janvier-février: accords commerciaux de l'Espagne avec la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Hongrie.

février: grève des usagers des tramways à Madrid.

mars: grève des mineurs aux Asturies, grèves à Barcelone et au Pays Basque.

mars: décret de baisse du salaire minimum agricole.

mai: visite d'intellectuels communistes en Espagne.

mai: loi qui autorise les négociations et les contrats collectifs de travail.

juin: entrevue du chef communiste Santiago Carrillo avec le ministre de l'intérieur Alonso Vaga en Espagne.

1959 (nous avons pu de renseignements)
on apprend qu'en 1957 la famille du républicain Negrin a remis les reçus de l'or espagnol en Russie au gouvernement franquiste (586 tonnes d'or).

1960 juin (?) Le match de foot-ball URSS-Espagne est interdit par le gouvernement espagnol.

1961 novembre-décembre: grèves isolées.

1962 janvier-février: grèves isolées.

avril-août: grèves dans presque tous les secteurs.

août-septembre: grèves isolées.

mai (?): des cargos polonais à Oviedo.

1963 janvier: le salaire minimum passe de 36 à 60 pesetas.

mars: traité économique russo-espagnol.

juillet-septembre: grèves aux Asturies, Leon et Sud.

1963 août: matches de Basket Real Madrid TSSKA. Le directeur de l'agence EFE à Moscou. Annonce de la visite des syndicalistes russes en Espagne.

septembre: la visite des Russes est ajournée
Des savants russes participent à un congrès de Madrid.

SOURCES d'INFORMATION

Presse espagnole d'Espagne:

- "Pueblo" (phalangiste et syndical)
- "ABC" (monarchiste)
- "Ya" (catholique)
- "La Vanguardia".

Presse espagnole d'émigration:

- "OPE" agence basque.
- "Le Combat Syndicaliste".

Presse française officielle:

- "Le Monde" (reflet des secteurs néo-capitalistes hispano-français).
- "Chroniques Internationales: Espagne"
(nouvelles de la politique et de l'économie).

Presse française militante:

- "Bulletin d'Information du C.A.R.E."

MAROC

1963

Ces quelques lignes ne doivent pas être prises comme une étude politique ni économique. Ce sont plutôt quelques impressions d'un camarade au cours d'un séjour assez bref dans ce pays, séjour d'ailleurs nullement journalistique; il s'agissait d'un travail qui laissait à notre camarade très peu de temps de libre. Il faut ajouter qu'il a déjà fait des séjours plus longs au Maroc.

SUR LE PLAN ECONOMIQUE: une certaine activité industrielle commence à se manifester. La plupart des usines et des entreprises qui ont fermé aussitôt après l'indépendance (1956) rouvrent leurs portes. J'ai vu aussi des usines nouvellement construites. Il est exagéré de parler d'un essor (comparable à celui qui a suivi la deuxième guerre mondiale) mais c'est un fait que dans la presse locale les "offres d'emplois" sont plus nombreuses que les demandes, surtout pour les postes plus ou moins spécialisés. Il faut dire aussi que l'activité industrielle est de plus en plus concentrée dans certaines régions (la région côtière et surtout Casablanca), tandis que dans les autres, l'activité économique est beaucoup plus lente et moins visible. Ce phénomène a été en grande partie provoqué par la concentration d'éléments européens dans ces zones qui a été à son tour suivie par un exode massif

des populations paysannes et semi-citadines, qui s'agglutinent dans les bidonvilles, surtout à Casa. (plus d'un million d'habitants pour environ 9 millions au total).

Il ne semble que les investissements industriels continuent à être pour la plupart étrangers, français et en partie italiens, allemands, américains. Les capitaux locaux (la grosse bourgeoisie et les survivants de la féodalité) sont plutôt engagés dans le secteur intermédiaire pour des bénéfices immédiats. Les sociétés mixtes engagent le plus souvent, la participation de l'État; la présence marocaine est plutôt symbolique (les marocains ont les postes officiels mais non effectifs). La politique officielle est l'encouragement aux investissements à tout prix, ce qui, avec la main d'oeuvre bon marché, attire l'avidité des capitalistes.

Sur ce point précis, la situation du peuple marocain et de la classe ouvrière n'est donc pas sensiblement différente par rapport à avant l'indépendance. Pour illustrer cette impression voici un exemple: un ouvrier d'une usine de tissu synthétique m'a dit que les patrons arabes (le sien était syrien) sont beaucoup plus féroces que les patrons européens. Même constatation chez les femmes qui cherchent du travail dans les familles: elles sont moins bien payées et plus mal traitées chez leurs compatriotes. Cela dit non pour faire des éloges aux "civilisations" européennes, mais pour souligner le fait que le mythe de l'indépendance n'a pas suffi à résoudre tous les problèmes. Ou pour mieux dire, l'un des emprisonnés du mois de juillet constatait que les procédés de la police marocaine actuelle ne le cèdent en rien à ceux de la police colonialiste (lui-même était ancien résistant et pouvait comparer).

LA LEGISLATION OFFICIELLE

est très limitée pour ne pas dire inexistante. Dans une usine de coton, une grève il y a deux ans, avait entraîné le licenciement d'une vingtaine d'ouvriers qui ont passé plus d'un an et demi en chômage complet. Un de ces ouvriers m'a déclaré qu'il ne voulait plus entendre parler de grève. Dans cette même usine, la direction se pique d'être "sociale", installe des consultations pour les enfants, possède une caisse mutuelle. Le salaire mensuel varie de 25 à 50.000 frs (ouvriers spécialisés ou non). Avec le niveau de vie, c'est tout juste pour pouvoir survivre.

Mais ceux qui sont encore plus dans la misère, sont surtout ceux de la campagne. Les meilleures terres appartiennent soit aux colons marocains, soit aux colons français, et pour le reste la terre ne donne pas grand'chose. Le décalage entre prix agricoles et prix industriels est encore plus marqué qu'en France. C'est pourquoi la plupart quittent leur terre, et ceux qui restent à gratter leur maigre sol ont une vie très dure. Les maisons en terre et les luttes se voient dès la sortie des grandes villes. Le grand luxe c'est de récupérer des planches de bois, des vieilles caisses, des tôles ondulées pour pouvoir se faire un abri. Leur nourriture continue d'être très pauvre: nombreuses tasses de thé traditionnelles et du pain, quelques poignées d'olives et de dattes, des légumes pendant la saison.

Ceci rejoint la poussée démographique toujours effrayante (le pouvoir ne fait aucun effort pour la modérer), et la mortalité un peu moindre chez les enfants. Ainsi le problème économique se complique et devient presque insoluble. En dehors de la grande endurance et de l'habitude séculaire de la misère, le peuple survit par un

phénomène particulier, la solidarité mutuelle: un homme qui a pu trouver un travail stable partage le peu qu'il gagne avec toute sa parenté. Cela les empêche de mourir de faim. Les vertus bourgeoises, la famille stricte, et plus loin, la patrie abstraite, ont encore très peu de sens pour eux. C'est la solidarité du sang, le sentiment tribal qui prédomine. Cette attitude prend un sens négatif quand elle se traduit par la distribution de tous les postes administratifs dans la parenté du chef, à quel que niveau qu'il soit. L'appareil administratif avant l'indépendance était déjà assez lourd, mais il semble énormément hypertrophié depuis l'indépendance. Le nombre des fonctionnaires surtout dans les secteurs improductifs, comme la police, augmente d'une manière considérable. Il me semble que ça dépasse le problème propre du fonctionnarisme et du bureaucratisme, pour rejoindre l'entretien de l'infrastructure héritée du colonialisme: on continue à entretenir d'immenses avenues, des bâtiments modernes (qui sont à peine occupés) tandis que sur ces mêmes avenues les gens marchent pieds nus et vivent dans des trous; tandis qu'il manque d'ouvriers qualifiés dans des secteurs beaucoup plus vitaux...

On a une impression très pénible à cause du contraste de plus en plus grand entre la nouvelle aristocratie qui achète pour une bouchée de pain les plus belles villas, les plus beaux domaines, qui possède des voitures de luxe, et le niveau de vie de la majorité du peuple. C'est une constatation très fréquente dans tous les pays nouvellement sortis de la nuit coloniale. Et la prise de conscience de ce phénomène devient de plus en plus aiguë. Mais ici nous entrons dans le domaine politique. Il est évident que l'expérience et la réalité sont les meilleurs éducateurs.

Mais entre la réalité et les considérations générales, entre le présent et l'avenir, il existe plusieurs écrans qui empêchent la prise de conscience. Pour le Maroc, il me semble qu'il faut en énumérer principalement trois.

Tout d'abord le fait RELIGIEUX: plus précisément l'islamique, qui, malgré toutes les spéculations (qui veulent le présenter comme une doctrine ouverte, progressiste) est avant tout un immobilisme, une acceptation, une résignation (comme toutes les religions d'ailleurs). En plus de son poids mort, il représente une force tout à fait négative dans le sens d'un chauvinisme, d'un racisme, d'une idéalisation de tout ce qui a été la civilisation arabe (qui fut sûrement très brillante, mais à quel siècle?). d'une fermeture par rapport au reste du monde.

Ensuite le principe MONARCHIQUE: non pas la personne du sultan en elle-même, mais le symbole, l'institution. Il nous est difficile de critiquer les foules marocaines massées au passage de la voiture du sultan... mais ici aussi le principe monarchique n'est pas seulement une force d'inertie, mais aussi un dynamisme négatif: on ne peut pas parler de parlement, de séparation des pouvoirs, de gouvernement indépendant (toutes ces "vertus" bien connues !), encore moins de république, du peuple, de socialisme. Tandis que tout le continent africain ne parle que de ces trois derniers...

Le troisième écran consiste dans l'autorité toujours assez grande des chefs locaux encrée par la tradition séculaire. On se rappelle comment le Résident Général utilisait ces forces locales pour imposer son autorité. Bien que leur pouvoir réel soit assez diminué (remplacé par le

pouvoir administratif et le pouvoir des partis), ils continuent d'utiliser les masses, surtout paysannes comme bon leur semble.

Il ne semble qu'une grande partie du peuple prend de moins en moins en considération ces trois phénomènes.

Mais en contre partie, il faut donner "un bon point" au sultan: il a su admirablement manoeuvrer pour conserver son pouvoir. Il ne faut pas oublier que le sultan en 1912 a appelé à Fès les troupes françaises pour le protéger contre son propre peuple en révolte; il faut dire aussi qu'il a utilisé le protectorat pour asseoir son autorité (toujours discutée avant) sur une unité nationale (qui n'existait pas de longue date); il faut rappeler qu'il a su utiliser le réveil de l'indépendance pour prendre la tête de ce mouvement et enfin une fois ré-intronisé (et plébiscité par le peuple qui l'a reçu en triomphe) il a réussi à compromettre, à diviser et paralyser toutes les autres forces politiques et sociales, - en les mettant au pouvoir sans leur donner un vrai pouvoir - donc, en arrivant à rejeter sur eux la responsabilité des échecs. Avant tout l'Istiqlal qui a partagé le plus longtemps le pouvoir; ensuite l'aile gauche de l'Istiqlal (Ibrahim Bouabid); puis l'aile droite (Allal El Fassi); actuellement le Mouvement Populaire et paysan de Ahardan. Imitant assez fidèlement l'exemple de De Gaulle, le sultan a pris en fin de compte en mains, les "affaires du pays" en se plaçant en dehors et au-dessus des partis, en gouvernant avec des techniciens et des hommes de paille choisis dans n'importe quel parti et corrompus par lui. Comme De Gaulle, il n'a pas pu se passer d'un parti-bidon, le FDIC de Ahmed Ben Guedira (le Debré marocain). En face du pouvoir du Palais, le peuple perd de plus en plus ses illusions, l'opposition s'organise. Les

dernières élections, est été, n'ont pas donné entière satisfaction au Palais, ce qui a provoqué le coup du 16 juillet où la police marocaine a arrêté plusieurs dizaines de militants de gauche surtout de l'UNFP (Union Nationale des Forces Populaires) de Mehdi Ben Barka. Mais avant de parler de ces arrestations, il faut dire quelques mots de l'opposition. L'UNFP existe depuis quelques années et groupe des tendances assez variées plus ou moins démocratiques ou républicaines, de l'exemple yougoslave, cubain, jusqu'au BAAS syrien ou irakien. Aux élections, il s'est montré assez fort à Casa, Rabat, et Kenitra (les centres industriels). L'Istiqlal traditionnel a encore une influence assez forte parmi la bourgeoisie de Fès, Meknès, et dans certaines campagnes. Il est pour une monarchie modérée, pour le "Grand Maroc" (avec la Mauritanie), et des réformes plus ou moins timides. L'UMT (Union Marocaine du Travail) se place en dehors des partis, -il semble que dernièrement l'UMT envisageait la création d'un parti de modèle travailliste- et n'a pas participé aux élections. Bien que formée pendant la résistance par l'Istiqlal, elle prend souvent des positions prolétariennes et progressistes. En face d'elle, l'Istiqlal a essayé de fabriquer son syndicat "maison" quand il était au pouvoir (sans grand succès d'ailleurs). Depuis quelques temps, le Docteur Khatib tâche de créer un autre syndicat bidon, appelé syndicat libre !! Le PC est interdit, mais ses militants sont connus et plus ou moins tolérés.

Donc, le 16 juillet, le Palais a frappé un grand coup (avec arrestations, tortures procès, "complot") contre les militants progressistes. Il est plus qu'improbable qu'il y ait eu quelque chose de vrai derrière ces accusations, mais c'est difficile à dire, s'il s'agit d'une provocation ou d'un montage. Dans le pays, on parle d'un atten-

tat individuel contre le sultan (le troisième depuis le début de son règne), et il est probable qu'il ait eu peur, et il a voulu par la force impressionner toute l'opposition. Mais on peut dire que son régime est très impopulaire, que ses valets ne sont pas capables de donner une solution aux problèmes économiques, que sa politique coupe le Maroc non seulement du monde arabe (qui est très peu monarchiste) mais aussi de l'Afrique qui est encore plus "révolutionnaire" et socialisante. Les dernières réformes agraires (il s'agit plutôt que de réformes de récupérer les 230.000 ha de terre de colonisation officielle), très mal préparées (les coopératives qui doivent prendre en mains les terres des colons n'existent même pas sur le papier) et précipitées, ont l'air plutôt d'une démonstration vis à vis du peuple.

En conclusion, dans l'ensemble, la situation au Maroc (bien qu'avec quelques particularités) ne me semble pas différente de celle des autres pays récemment indépendants (il serait intéressant de recevoir des témoignages de camarades sur d'autres pays).

Les mêmes phénomènes économiques:

le poids dominant du monde rural (avec le problème de la Terre), la prolétarianisation de plus en plus marquée (avec le problème de l'industrialisation) l'attitude des jeunes intellectuels, des cadres, des "élites", le poids de la bourgeoisie, les agissements des pays industriellement plus avancés, la solidarité avec le continent africain, avec le Tiers Monde.

Les phénomènes politiques: régime

républicain ou monarchique, plus dictatorial ou plus démocratique, parti unique ou pluripartisme, ont évidemment une influence très marquée, mais

restent quand même d'une importance plus relative.

QUELLE ATTITUDE DEVONS-NOUS AVOIR?

En dehors de l'intérêt théorique, intérêt pour l'avenir (le Tiers Monde pèsera de plus en plus dans les débats de la planète), notre attitude quotidienne doit éviter les deux positions de facilité: un enthousiasme non critique, ou une critique trop stérile (toutes les deux trop détachées des conditions réelles). On ne doit pas prendre quelques bonnes paroles, voire même quelques bonnes intentions pour un rêve réalisé; on ne doit pas condamner toute recherche, tout effort, toute expérience parce qu'elles n'auraient pas un caractère immédiatement libertaires. Il ne faut pas perdre de vue que la Révolution n'est que le couronnement d'un travail de longue haleine, d'une évolution accélérée par la volonté et le dévouement d'une multitude de gens plus résolus, plus décidés et convaincus que les autres. L'acte révolutionnaire peut-être un acte presque inaperçu: une attitude devant un fait, une remarque devant une position, une ouverture plus large, une défense plus résolue. Autrement dit, il faut aider les autres à prendre de plus en plus conscience des problèmes qui nous semblent essentiels des solutions qui nous semblent plus justes. Ou pour employer un mot de Malatesta:

"Ce n'est pas aller à l'anarchisme, c'est marcher vers l'anarchisme".

MARTIN.

DOCUMENT.

J'ai visité un village marocain assez en détail: 700 habitants, ce qui fait 120 familles sont dispersés en petits hameaux dans un cercle assez vaste. Le gros du village est situé autour de la source. Les $\frac{2}{3}$ de la population ont moins de 25 ans. Ce sont des agriculteurs, propriétaires ou salariés dont 4 possèdent une terre de plus de 15 hectares, 12 entre 7 et 15; 20 familles n'ont ni terre ni bêtes. Les propriétés sont communes à plusieurs familles.

La récolte, surtout d'orge, est d'environ 3 quintaux par hectare, dans les années sèches (4 années sur 5), 10 à 12 dans les années pluvieuses. A côté des champs, la population fait un peu d'élevage, moutons surtout. Quelques familles ont des jardins: orangers, oliviers.

A la question: qu'avez-vous mangé à midi? posée aux enfants, la moitié a répondu: du pain d'orge, soit sec, soit trempé dans un peu d'huile; un quart avait mangé en plus du pain des olives et des oranges; et seulement un quart un plat, dont la moitié avec de la viande, du beurre, des pommes de terre. Un seul enfant sur une quarantaine avait mangé du couscous et 2 des oeufs.

Ce village est relativement plus aisé que les autres de la région, des familles venues d'ailleurs s'y installent même sans rien posséder considérant qu'elles ont plus de chance de trouver du travail. Il existe une école: une pièce louée chez un particulier, le plus riche du douar. Elle est assez sombre, relativement propre; des bancs trop petits et trop étroits; pas de W.C. Il y vient environ 60 élèves. Une autre école est en construc-

tion, plus solide et plus grande. Une école coranique est fréquentée par 15 enfants d'un âge plus bas.

Les habitations sont pour la plupart composées d'une seule pièce aux murs faits de terre et de branches d'arbres, avec une toute petite fenêtre sur un côté, et un trou de cheminée de l'autre. Les pièces ont 4 à 6m2. Elles sont nues. Dans un coin seulement, il y a une plateforme surélevée d'une vingtaine de centimètres au-dessus du sol de terre battue, également en terre, qui représente l'endroit où ils dorment. Les nattes sont pliées dans la journée. Tout ce que la famille possède: quelques couvertures, quelques vêtements quelques sacs de nourriture sont accrochés aux murs. Dans les maisons plus riches, il y a un grand panier qui sert de réserve.

A côté de cette pièce, une cuisine: on ne peut s'y tenir que plié en deux, accroupi devant un fourneau à charbon. Dans quelques habitations plus riches, il y a une troisième pièce, atelier où les femmes tissent des nattes, ou des tissus, des tapis.

Les bêtes sont le plus souvent dehors ou sous un auvent. Je n'ai vu aucun W.C.

Le toit est de chaume, sauf dans quelques maisons plus riches, où c'est une terrasse de terre battue. Tout le monde dort dans la même pièce, les plus petits suspendus dans un hamac, ce qui fait en moyenne 5, mais quelquefois jusqu'à 10 personnes dans une pièce.

La polygamie existe, sauf chez les plus pauvres. La nourriture est réduite, pain d'orge, olives, quelques légumes en été.

A la question suivante: "combien de fois mangez-vous de viande par mois?" une famille a répondu une fois par mois, une autre, quand elle va

en souk, une troisième aux grandes fêtes. Il n'y a pas d'abattoir. Quelques personnes sont réputées pour leur adresse dans cet emploi. Il n'y a pas de marché. Il y a deux possibilités pour l'eau: une source et une déviation de l'oued qui traverse une bonne partie du douar dans une canalisation cimentée ouverte à l'air libre. La source a un débit suffisant pour empêcher la stagnation, elle était captée, mais actuellement la fontaine n'existe plus, le réservoir est ouvert et l'eau sort dix mètres plus bas. Les femmes viennent avec leur âne puiser l'eau dans des petits tonneaux en entrant elles-mêmes dans l'eau, et la puisent presque à leurs pieds. L'ancien captage cimenté sert de lavoir et l'eau du linge s'écoule dans la source. Mais certains habitants ne vont même pas jusqu'à la source et puisent l'eau dans le canal qui traverse le village à travers les champs et sert à la fois de tout à l'égout.

Il n'y a pas d'infirmerie. La plus proche est à 7 km, mais il n'y a aucun moyen d'évacuer les malades sauf à dos d'âne.

La médecine populaire consiste en pointes de feux faites avec des morceaux de bois enflammés, par des femmes spécialisées dans ce travail, en herbes médicinales, en saignées et autres procédés qu'ils ont refusé de nous décrire.

Environ 20% des nouveaux-nés meurent avant d'atteindre 1 an, surtout en été avec la grosse chaleur, mais aussi à cause du manque de soins appropriés, d'hygiène et d'alimentation. Dans une famille, sur 7 enfants nés, un seul était vivant; dans une autre, sur trois - trois vivants (famille plus aisée); dans une autre, sur quatre - deux vivants.

LA SITUATION ACTUELLE ET NOTRE PROGRAMME

L'article qui suit est une des dernières œuvres de Marie Isidorovna Goldsmit, plus connue sous le nom de Maria Korn, ou Maria Isidiane. Elle l'écrivit vers 1930, quelques années seulement avant sa mort survenue le 11/1/33 à Paris.

Nous avons déjà donné dans "Noir et Rouge" N° 3 un de ses textes " Au sujet de l'organisation", qu'elle écrivit en octobre 1906 pour la Conférence des Anarchistes-Communistes russes, à Londres. Maria Korn a été une des militantes les plus remarquables du mouvement anarchiste russe. Pendant de longues années, elle fut l'une des collaboratrices, en émigration, de P. Kropotkine, qu'elle suivit en Russie. Quelques années plus tard, elle devait de nouveau prendre le chemin de l'exil.

La situation actuelle, dans le domaine des idées sociales, est le plus souvent, définie comme "une crise idéologique", dans le sens d'un échec de tous les partis et de tous les programmes existant avant la guerre mondiale. Et on ajoute souvent qu'il nous faut aujourd'hui quelque chose d'absolument neuf étant donné que tous les vieux idéaux et toutes les vieilles routes sont

dépassés et ne mènent nulle part.

Nous ne voyons réellement aucun idéal neuf qui puisse donner vraiment quelque chose de juste et d'humain, nous ne pouvons même déceler aucun élément positif récent. Et ceux qu'on nous montre sont plutôt des idéaux bien plus dépassés et pires que ceux qu'on a classés comme "idéal d'avant-guerre". Le "neuf" n'est qu'une exhumation une résurrection des principes qu'on considérait depuis plus de trente ans comme complètement et définitivement morts. Cela ne veut bien sûr pas dire que ces quelques dizaines d'années n'ont rien changé et qu'il est aujourd'hui nécessaire et suffisant de parler le langage utilisé au début de ce siècle et à la fin du siècle précédent.

Si l'époque contemporaine n'a pas pu donner dans le domaine des idées sociales avancées quelque chose de réellement neuf, du moins a-t-elle posé devant les conceptions et les idées déjà existantes, des exigences nouvelles, des tâches actuelles. Prendre en considération ces nouvelles exigences, répondre à ces tâches nouvelles, est l'obligation de toute tendance sociale ; sinon, elle se condamnera elle-même comme pratiquement inacceptable et inapplicable dans la vie réelle. Une telle attitude à l'époque où les structures sociales actuelles craquent et où l'on cherche des structures nouvelles ne serait qu'une grave erreur.

La conception théorique de l'anarchisme a été élaborée et formulée à une époque où la révolution sociale et la destruction de l'ordre existant étaient envisagés pour un avenir plus ou moins éloigné. Dans cette perspective, il suffi-

sait d'avoir en vue, comme programme, les points essentiels de départ, même formulés d'une manière assez vague.

Actuellement, le moment d'une réalisation nous semble plus proche, cet avenir s'est rapproché, c'est pourquoi il est nécessaire d'avoir un programme plus précis, de proposer des solutions concrètes aux questions que la vie pose devant nous.

Mais quelles sont ces questions et ces tâches? On peut les classer en trois catégories:

- les tâches économiques
- les tâches politiques
- et celles d'un caractère éthique et social plus vaste.

Pour nous, ce sont les questions économiques qui sont au centre du problème; ce sont elles qui attirent avant tout l'attention et leur solution semble la mission historique de notre temps. De plus, de la solution des problèmes économiques de la société, dépendent en grande partie les solutions politiques, culturelles, éthiques, etc..

La crise économique mondiale actuelle a démontré que le système capitaliste - en partie à cause de sa propre évolution inévitable en partie à cause des perturbations économiques liées à la guerre, - est arrivé à un tel degré d'absurdité, que sa continuation même proche semble impossible; ses jours semblent comptés. Ce ne sont d'ailleurs pas uniquement des causes historiques et économiques qui ont mis en doute son évolution mais aussi un changement profond dans la psychologie

et dans l'attitude des classes opprimées. Mais quel autre système doit-il le remplacer?

Les essais de constructions sociales nouvelles qui se réalisent sous nos yeux, en Russie donnent-ils une réponse satisfaisante à cette question?

Le programme que les bolcheviks s'efforcent de réaliser en Russie, n'est en réalité pas si radical qu'on veut le présenter; il introduit dans le domaine économique des changements plutôt superficiels. Ainsi, la nationalisation, comme moyen de production et comme gestion de toutes les richesses publiques dans les mains exclusives du gouvernement, qu'ils proclament être la condition de la construction du socialisme, n'est en effet qu'une forme différente, plus totalitaire, de capitalisme étatique. L'Etat se présente comme l'union le tout puissant patron capitaliste qui tient en mains des millions d'ouvriers salariés - tout un peuple. Le travail, par cette métamorphose du capital (de privé en étatique, en passant par la société anonyme et le trust), ne devient pas libre pour autant. Le salarié ne peut pas changer de patron: pire, il n'arrive même pas à se défendre, à lutter, car le nouveau patron a non seulement le pouvoir économique mais aussi le pouvoir politique et administratif. La grève - cette arme que les ouvriers ont forgé dans leur lutte contre le système capitaliste - est considérée comme un crime politique; les organismes professionnels, les syndicats - ces défenseurs naturels des intérêts des ouvriers - sont transformés en instruments officiels destinés à servir les intérêts des nouvelles exploitations mais non les intérêts des exploités.

Toute cette réalité est très éloignée du tableau que nous considérons habituellement comme la condition des travailleurs dans une société socialiste.

Et elle est même devenue encore

plus sombre, ces dernières années, depuis qu'a commencé en Russie, la collectivisation forcée des paysans. Il ne s'agit pas d'expropriation des gros propriétaires terriens- celle-ci s'est vite faite pendant la Révolution- il s'agit cette fois-ci d'une opération encore plus "grandiose": la spoliation des travailleurs paysans de cette même terre que la Révolution leur avait donnée, tout simplement pour obéir à un schéma simpliste du marxisme qui prône la transformation des paysans en prolétaires salariés. Il faut ajouter que le prix de cette terrible oppression et des souffrances incalculables de la population laborieuse des champs et des villes, n'a même pas apporté quelque bien être matériel ni même quelque amélioration de leurs conditions de vie: les besoins élémentaires des masses ne sont pas, le plus souvent, satisfaits - c'est la ruine et la misère.

Dans le domaine politique, on peut observer un phénomène paradoxal. Les déceptions des régimes parlementaires et de leur fiction pseudo-volonté-du-peuple, sont très fréquentes. Les forces financières et les banques qui dirigent derrière les coulisses les institutions politiques ont commencé dernièrement à agir d'une manière tellement ouverte et cynique que l'illusion sur l'honnêteté et la sincérité des jeux politiques des classes au pouvoir ne résistait plus.

On parle partout de "crise du parlementarisme". Mais ici, aussi, dans quel sens dirige t-on les issues de cette "crise"?

Il est étonnant de constater que la pensée politique également ne regarde pas en avant, mais plutôt en arrière. On ne cherche pas des solutions par l'autogestion, l'autonomie, les principes ~~socialistes~~, la limitation la plus grande possible des prétentions du pouvoir, mais au contraire on cherche à augmenter le pouvoir étatique, le pouvoir personnel

on va vers différentes formes de dictature, du fascisme à droite, jusqu'au bolchevisme à gauche.

Cette dévalorisation de la liberté même toute relative, que les peuples ont acquise par tant de sang, de souffrance, de Révolutions, peut en partie s'expliquer par les habitudes créées par la guerre; quand, pendant quatre ans toute l'Europe a été transformée en un camp militaire, cela ne peut pas ne pas influencer le psychisme social et collectif.

Mais le régime dictatorial ne répond pas, lui non plus, à la question: quelle forme politique doit remplacer le régime parlementaire, dépassé et pourri. Ou plutôt, la dictature est une réponse absurde, réactionnaire, rétrograde, cynique.

Nous pensons que le même esprit pénètre aussi le domaine qu'on peut appeler éthique ou plus simplement humain et social. Expliquons-nous.

La guerre, la dictature de droite et de gauche, l'organisation économique type "communisme de guerre", les essais de "vie socialiste" en Russie, tout cela a entraîné une dévalorisation non seulement de la liberté, mais aussi de l'individu: on lui refuse tous les droits, on exige sa pleine absorption dans la collectivité. La société est tout, l'individu n'est rien. Les uns au nom du devoir patriotard, les autres au nom des intérêts du "pouvoir prolétarien", tous sacrifient tous les besoins, toutes les aspirations humaines, individuelles. Si le XIX^e siècle a été marqué par les efforts constants vers une libération et un épanouissement de l'individu, le XX^e siècle est le triomphe du collectif. Mais l'humanité peut-elle accepter un tel sacrifice? L'individu qui se développe de plus en plus intellectuellement, qui prend de plus en plus

conscience de ses droits et de ses besoins, peut-il accepter ce retour vers l'esclavage intellectuel?

Il est évident que ce problème ne peut pas être résolu si on ne trouve pas une forme sociale dans laquelle le développement libre de l'individu s'accorde avec les intérêts de la société. Les anarchistes, plus que tous les autres, (car les plus près de cette société harmonieuse) doivent porter leurs efforts à cette réalisation.

Toutes ces questions se posent à nous, comme à toute pensée sociale actuelle. Qu'y pourra répondre l'anarchisme?

Quelque soit l'aspect de la vie vers lequel nous nous tournons, nous devons avant tout avoir en vue notre point de départ fondamental: la société est la forme naturelle et nécessaire de la vie des hommes, sans laquelle l'humanité ne peut ni exister, ni se développer; mais cette société doit être faite pour les hommes, les servir, elle ne doit pas demander le contraire, exiger que les hommes servent cette société pour elle-même, en dehors des nécessités et des besoins de ces hommes mêmes. Car l'être humain est la seule réalité existante. Chaque système social a une optique différente: comment et de quelle façon assurer le bien-être et le développement matériel et moral de ses membres. Les formes économiques et politiques ont une importance et un intérêt uniquement dans le sens où les individus qui composent cette société, lui donnent.

À partir de ce principe fondamental, quelles réponses pouvons-nous donner aux questions soulevées plus haut?

Nous ne pouvons évidemment pas envisager comment nous pourrions réaliser nos objectifs, dans quelle mesure, ni ce que sera, à ce

moment, la réalité objective. C'est pourquoi, il ne faut pas essayer de construire tel ou tel programme dans le détail, mais voir dans les grandes lignes comment doit être orientée l'activité anarchiste, en ce moment, et dans notre situation historique.

Dans le domaine économique, nous pouvons schématiser notre point de vue sur ces deux idées centrales:

-organiser la production de manière à pouvoir satisfaire le plus complètement possible les besoins, c'est-à-dire la production envisagée à la lumière de la consommation, et non pas comme source de profit, de pouvoir, de privilèges, de pressions.

-libérer le travailleur en supprimant le caractère de salarist, de séparation entre ceux qui vendent leur force pour vivre et ceux qui possèdent les moyens de production et d'investissements, les patrons, les capitalistes et les exploités. Cet état de soumission et de division en classes existe même quand le propriétaire et le financier ne sont que l'Etat ou plus simplement une société anonyme qui nomme un gérant direct.

La voie qui conduira à ces deux buts passe avant tout par la remise des moyens de production aux mains des producteurs eux-mêmes. Sous quelle forme? Probablement à partir d'unions professionnelles et syndicales, de conseils d'ouvriers et de conseils d'entreprises, de comités d'autogestion, etc.. Ces organisations de production ont surgi spontanément chaque fois qu'un effort révolutionnaire a dû assurer la consommation et la défense. Il ne doit pas y avoir dans ces organisations de séparation entre les travailleurs manuels et les intellectuels, de privilège pour telle ou telle catégorie.

Pour que les organisations de production, qui sont appelées à prendre en mains la production après l'expropriation du capital, remplissent pleinement leur futur rôle, il faut envisager dès maintenant, leur préparation idéologique et technique. C'est pourquoi tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, aide cette préparation, présente un intérêt sérieux: l'élargissement des connaissances économiques et professionnelles des données statistiques, du contrôle ouvrier, etc..

Ensuite, au lendemain de la Révolution, se posera un problème assez difficile: comment augmenter la productivité du travail; car, nous l'avons dit, la production doit s'orienter vers une satisfaction la plus complète possible de la consommation. Si la production actuelle, dans tel ou tel secteur, à un moment donné, donne des excédents de produits manufacturés, ces "excédents" sont en réalité destinés non à combler les besoins, mais à servir de base aux spéculations, à des marchandages, c'est-à-dire toujours pour des profits supplémentaires.

La société révolutionnaire, de par son principe primordial de faire cesser les profits et les privilèges, doit envisager de mettre toutes les richesses disponibles à la disposition de tous. Mais ces richesses, du moins au début, dans la période de lutte violente, de destruction et peut-être aussi de guerre civile, ne seront pas immédiatement suffisantes. C'est pourquoi, dès que les conditions le permettront, la production devra reprendre et s'intensifier; mais comment? Commençons par ce qu'on doit ne pas faire, de manière à éclaircir le terrain de la discussion.

En premier lieu, il ne faut pas prendre en exemple ce qui se déroule devant nos yeux en Russie, où le propriétaire et patron unique - l'Etat - exige que les ouvriers soient fixés, une fois pour toutes et sans possibilité de changement, à telle entreprise; ni les moyens d'accélérer la

production, en puissent les uns et en donnant des privilèges aux autres. Tous ces moyens non seulement sont imposés par la violence, arbitrairement, mais aussi sont des vestiges des temps passés de l'économie capitaliste et même de l'économie pré-capitaliste du moyen-âge, de celle de l'esclavage. Ils démontrent en tout cas une seule chose, la psychologie éternelle des maîtres d'esclaves. Même si l'on peut reconnaître - ce qui n'est ni démontré ni sûr - que cette économie de dirigisme absolu mène plus vite à des résultats tangibles, on ne doit pas sacrifier aux moyens ce qui est beaucoup plus essentiel: le but. Ici, précisément, nous savons que dans le processus de production c'est le travail conscient et libre, qui représente le but, conscient dans la justice, et libre dans la joie de la création. Ainsi, la participation volontaire, l'attitude psychologique des ouvriers, sont des facteurs au moins aussi importants dans le travail que les vertus d'une efficacité immédiate. D'ailleurs, nous avons vu dans certains cas pendant la Révolution, quels miracles peut faire le travail, même pour l'efficacité, une fois l'exploitation effacée, une fois envisagée une économie vraiment égalitaire et socialiste, vraiment humaine..

Il faut aussi poser le problème de cette industrialisation si vantée, synonyme de bien-être, de socialisme; sur cet autel on sacrifie allègrement des populations entières qu'on condamne à la famine et à la misère. " La Russie doit rattraper au plus vite l'Amérique "... n'est-il pas vraiment absurde d'oublier que l'industrie en Amérique, comme partout ailleurs, a été réalisée par l'exploitation effrénée des peuples, et qu'elle n'a pas apporté le bonheur pour tous; n'est-ce pas étonnant d'avoir pour mot d'ordre: "il faut copier l'Amérique capitaliste" - pour pouvoir construire le socialisme..

Une erreur analogue sur le plan

économique, et d'une importance considérable, c'est la conception des rapports entre les villes et la campagne. Nous savons, pour en avoir été témoins, comment ce problème a été résolu dans la Russie actuelle. A partir de conceptions doctrinaires, avec une légèreté vraiment déconcertante, pendant la période dite du "communisme de guerre" et des collectivisations forcées et massives, ces rapports ont conduit à la famine catastrophique de 1921. Ils aboutissent actuellement à des souffrances inutiles, aussi bien pour les paysans que pour les citadins. A côté de l'attitude de violence absurde et inutile (nous acceptons la violence uniquement dans la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme), et celle du petit propriétaire qui n'exploite personne, nous devons avoir une attitude de propagande par le fait, par l'exemple, par les réussites de vie communautaire, par l'évolution inévitable et consciente. Si l'on ruine ces petits propriétaires, si on impose par la violence, par la déportation, une économie collective, on ne provoquera que le refus, le sabotage, la haine, l'échec.

Un autre problème consiste dans la libération du travail. Il faut préciser ici que, quand nous parlons de transmettre la production aux mains des ouvriers eux-mêmes, de leurs propres organismes, il ne faut pas en conclure que ces organismes, même les plus authentiquement ouvriers, seront les propriétaires exclusifs des produits de leur propre travail. Les dangers de la transformation de ces coopératives de production sont suffisamment évidents car elles risquent de se lancer de nouveau dans les bénéfices, l'exploitation.

Les organismes professionnels doivent être uniquement responsables de la production, de la transformation des matières premières en produits manufacturés. Les produits, ensuite, doivent appartenir à toute la société. Il faut donc

d'une part, poser la question de la distribution des produits et, d'autre part, de la récompense, de la rémanération du travail.

Nous ne savons pas, c'est évident, comment, quand, et dans quelles conditions seront réalisés les principes anarchistes-communistes de la production. Mais notre activité, dès maintenant doit être pensée et orientée vers toutes les formes qui se rapprochent de nos conceptions. Ces conceptions peuvent être résumées ainsi: le travail et la distribution doivent être séparés. Chaque membre de la société a droit à sa part des biens, non pas uniquement parce qu'il a participé au travail, mais en même temps parce que, comme être humain, il a le droit naturel à la vie. Il serait bien sûr exagéré de prétendre que tous sont aptes à comprendre et à appliquer le principe de la participation au travail, immédiatement et complètement. Mais ici aussi, comme dans la production aux champs, il faut agir par l'exemple, la propagande, en faisant confiance à l'autogestion, à la conscience, à la solidarité. En tout cas le processus de production doit rester l'oeuvre des producteurs, le processus de la distribution doit être confié aux consommateurs, c'est-à-dire à toute la population, par l'intermédiaire de leur association propre, les organismes créés à cet effet.

On peut nous répondre que c'est une vision "des bons sentiments", utopique, que jamais la société n'aura dans le véritable communisme n'arrivera à répondre à toutes les exigences, toutes les demandes de ses membres; que dans une époque de crise, et une époque révolutionnaire, cela est très difficile, les biens de consommation se raréfiant encore plus; qu'il faut tenir compte des membres "actifs", plus utiles à la société que les autres; qu'il y aura toujours des fainéants qui ne travailleront jamais, qui exploiteront la société. Il se peut que tout cela soit vrai, que cela devienne vrai. Cela ne changera pas les perspectives, la ligne de direction qui doit être la

solidarité, le refus des privilèges, l'exclusion de toute exploitation, la distribution aussi égalitaire que possible même et surtout quand les biens matériels sont limités.

Le besoin de justice, le sentiment de solidarité humaine, sont une telle force de cohésion, de compréhension, qu'il ne faut pas les compromettre à la légère. Et dans ce domaine, le principe de la distribution joue un rôle très important.

Sur le plan politique, la tâche quotidienne, constante et immédiate des anarchistes est la lutte contre toutes les dictatures. Si nous considérons que l'avenir de l'humanité est dans la société libre, la société sans classe et sans pouvoir il est alors évident que son chemin ne passe pas par la dictature. La liberté ne peut pas être édiflée sur l'esclavage, la société et les êtres libres ne sortiront pas de la dictature. La solution de la crise parlementaire par le pouvoir personnel, par le pouvoir absolu aux mains d'une classe, d'un parti ou d'une caste au pouvoir, n'offre en réalité aucune solution. Au contraire, c'est un pas en arrière.

La discussion qui a lieu parmi nous au sujet de la démocratie est étonnante, et même étrange. Aux yeux d'un grand nombre, la démocratie est identifiée non seulement au parlementarisme mais aussi au pouvoir bourgeois, au pouvoir tout court. Ces gens-là oublient complètement que des faits comme l'égalité dans les droits civiques, le changement de la monarchie en république, le contrôle augmenté que la société tâche d'exercer sur les responsables du pouvoir, l'élargissement et l'acquisition de la liberté de la parole, de la presse, de l'organisation professionnelle - tout cela sans être absolu ni décisif, représente autant de victoires de l'esprit démocratique, des idées

de la liberté, de progresser vers l'égalité. Si la bourgeoisie elle-même, à l'époque de sa formation en tant que classe, dans sa lutte contre l'aristocratie, défendait les idées démocratiques, ce n'était pas parce qu'elle s'identifiait avec ces idées, mais parce que son état économique et social de l'époque la privait de tous les droits, elle était le "troisième état". Les religions aussi, défendant, en tant qu'institutions, la liberté de conception, se solidarisent avec les classes opprimées, avec les couches populaires qui luttent pour une égalité politique, juridique ou sociale; mais cela ne les empêche pas, une fois leur conception imposée, de s'identifier avec l'ordre régnant, d'oublier les principes démocratiques.

Et pourtant, ni la liberté, ni l'égalité, ni la tolérance, ne cessent d'être des mobiles, des besoins de cette humanité en marche et en évolution. L'idéal libertaire d'une société sans état n'est en réalité qu'un développement maximum des principes démocratiques, démocratiques non seulement devant la loi, juridiquement, formellement, mais réellement, économiquement et socialement.

Quand on dit que les anarchistes sont contre la démocratie, c'est un peu simplifier les choses. Si les anarchistes refusent la démocratie, c'est comme idéal et forme de gouvernement; car les anarchistes refusent d'accepter le gouvernement même si celui-ci est dit "démocratique" pour la simple raison que cette démocratie ne peut être qu'une fiction, dans le cadre étatique capitaliste.

Comme est une fiction la prétendue "représentation populaire". Mais cela ne veut pas dire que les anarchistes sont contre toute représentation, que les décisions doivent être prises de là-haut, quelque part, et ensuite imposées à la base; cela veut dire que la représentation doit être réelle, c'est-à-dire une autogestion économique et sociale sur le principe d'accords libres de la base. Sur ce point, l'attitude des anarchistes est profon-

dément différente de celle des autoritaristes, par exemple. Ces derniers disent:

"La démocratie est pleine de défauts; il faut jeter par dessus bord toute liberté, et l'idée de respecter la volonté du peuple même".

Tandis que les libertaires peuvent dire:

"La démocratie actuelle ne donne qu'une illusion, une fiction de la liberté, de l'autonomie; il faut lutter pour leur vraie réalisation".

Les régimes autoritaires et en particulier les dictatures "révolutionnaires" posent toujours la question du droit des révolutionnaires à limiter la liberté de leurs ennemis idéologiques. Il faut souligner qu'il ne s'agit pas de droit d'autodéfense quand il faut, l'arme à la main, lutter contre une attaque armée, défendre la Révolution; c'est un droit, plutôt un devoir. La question ici est différente: dans une société où la force dominante est du côté des révolutionnaires, où l'ennemi réel ne représente pas un danger pour cette société- en ce cas, peut-on accepter l'interdiction de journaux, d'organisation, de réunions à ceux qui ne sont pas entièrement d'accord avec les révolutionnaires au pouvoir.

Poser cette question aux anarchistes semble en réalité un non sens, un paradoxe - pour nous, elle ne peut se poser, c'est évident. Pour les bolchevics, leur réponse est aussi évidente fermement définie et défendue. Mais ce qui est un peu gênant, c'est qu'il y ait des socialistes sincères, des anarchistes même, qui depuis l'avènement de la III^e Internationale ont essayé d'expliquer un pareil despotisme par des considérations sur des

nécessités soi-disant révolutionnaires.

Il n'y a pas à hésiter là-dessus; si quelqu'un considère qu'un pouvoir fort peut mener l'humanité en avant, il ne peut alors être anarchiste, il est pour un "despotisme" révolutionnaire comme on était pour le despotisme éclairé et éducatif à l'époque de Voltaire.

Si au contraire, nous comptons sur le développement social de l'humanité, sur ses initiatives spontanées, sur sa capacité de création, si nous attendons avant le développement de l'individu, la force du milieu social nouveau et sain, en ce cas, nous ne pourrons jamais accepter une dictature.

Mais que faire alors des ennemis?

On peut leur répondre par la phrase de ce même Voltaire:

"Vos idées ne sont profondément méprisables, mais je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que vous arriviez à les exposer sans difficultés".

Surtout que, non seulement l'exemple direct des idées sociales nouvelles sera plus éloquent, mais aussi, une fois la force économique, le pouvoir retiré des mains des tenants des anciens régimes, une fois confiés à l'initiative des forces productrices et sociales réelles, le véritable danger sera très mince.

En étudiant les principes directeurs dans l'activité anarchiste, on rencontre une difficulté sérieuse, devant laquelle il ne faut pas fermer les yeux. Il s'agit du programme positif qu'on doit proposer aux masses quand la Révolution leur donne, quelquefois pour un temps limité, la possibilité de développer leurs initiatives positives, de démontrer leur rôle créateur.

Il est plus que probable qu'à ce moment les conceptions anarchistes n'auront pas réussi à pénétrer suffisamment profondément les masses pour que les anarchistes arrivent à les entraîner avec eux, dans une construction anarchiste-communiste de la société. Pour réussir cela, il faudrait que l'anarchisme soit dès maintenant, bien connu - dans la période préparatrice - ce qui n'est pas le cas, il faut bien le dire. Au moment de la Révolution, c'est de cela que les Bolcheviks ont précisément peur, les masses révolutionnaires trouvent plus facilement, on peut même dire spontanément, cette voie de la société Mais même si, dans des conditions données, l'influence libertaire n'était pas négligeable, on ne pourrait pas s'attendre à ce que la société immédiatement post-révolutionnaire soit d'un seul coup complètement communiste, encore moins anarchiste-communiste.

A partir de ces considérations, quelques camarades, anarchistes et syndicalistes, en arrivent à envisager la nécessité d'une "période intermédiaire" et d'un "programme minimum" et partiel, qui serait réalisé pendant cette période. La démarche de leur pensée est compréhensible, et pourtant, ces camarades se trouvent sur une voie fautive. Il n'est pas nécessaire de reprendre ici toutes les argumentations contre tous les programmes minimum. Il faut pourtant rappeler une vérité historique: toute formation idéologique qui, à un moment donné, abandonne la moitié de son programme, perd cette moitié pour toujours; et ce qu'elle considère comme un programme minimum sera tout son programme. De plus, les amputations se font toujours en premier lieu sur le compte précisément des bases idéologiques: l'activité de cette formation, sa réalité quotidienne ne seront donc bientôt qu'une série de hasards, d'hésitations de zigzags suivant le vent du jour.

Mais comment faire autrement?

Nous pensons qu'il faut avoir une ligne directrice, un programme, pour ne pas jouer à cache-cache avec les mots; ce programme ne doit pas

être dans le sens des acquisitions concrètes du moment dont nous nous sentons satisfaits, il doit d'abord souligner les exigences, les buts vers lesquels il faut aller. Ainsi, même les acquisitions du moment se placeront dans un contexte plus vaste plus juste, plus révolutionnaire.

Quand il s'agit par exemple, du pouvoir dans la période post-révolutionnaire, on peut dire comme le disent d'ailleurs certains réformistes que :

"dans la période transitoire, le pouvoir doit être conservé pour des buts concrets, pour lutter par exemple, avec la contre-révolution".

Nous pouvons reprendre ce même problème autrement: à n'importe quel moment, dans n'importe quel système de pouvoir, nous devons lutter pour tenter de soustraire le plus grand nombre de fonctions qui sont accaparées par le pouvoir, pour les remettre aux mains d'organisations sociales de base. Il ne s'agit pas uniquement de lutter contre le pouvoir abstrait, mais de lui opposer des solutions, des propositions, des organisations adéquates mais non gouvernementales, non centralistes, non imposées. Il faut ainsi essayer de donner le plus d'initiatives, le plus de responsabilités, d'organisations, etc.. en ce qui concerne la production aux organismes réellement producteurs, représentatifs, professionnels, créateurs; de même pour la distribution: les associations, les organisations de distribution, de consommateurs; de même pour la terre: les unions paysannes, les groupements agricoles locaux; de même pour les organismes éducatifs de la santé, etc.. De cette manière, chaque victoire chaque parcelle arrachée au pouvoir artificiel et donnée aux vrais responsables, sera un pas en avant, un rapprochement constant vers l'idéal anarchiste.

Par cette méthode, on impulsera

l'initiative individuelle et collective le plus loin possible, en lui donnant une exigence et un sens du mouvement vers l'avant.

Dans la période pré-révolutionnaire, cette sorte de programme doit mettre l'accent sur toutes ces formes d'organisation nécessaires pour la vie sociale, pour préparer l'avenir. Il existe un proverbe: "est détruit uniquement ce qui est remplacé par autre chose". Quand en Russie, le commerce privé a été supprimé, et quand l'Etat a pris en charge ce domaine, d'une part l'incapacité de la bureaucratie étatique à régler cette question, et d'autre part la carence de toute autre initiative ou organisation (les organisations coopératives, par exemple, de vente directe, n'ont ni été encouragées, ni créées - probablement pour des raisons politiques) se sont assez vite révélées. En face d'une situation de plus en plus dramatique la seule solution trouvée par les Bolcheviks a été le NEP, c'est-à-dire la restauration pure et simple du capital privé, et un pas en arrière pour la Révolution.

De toutes les leçons de l'expérience russe, leçons pour tout l'avenir, il faut retenir qu'il est beaucoup plus facile, sur le plan économique, de détruire un système que de l'organiser. De là, l'importance capitale pour tous les révolutionnaires de l'étude du système économique de demain, en l'envisageant, en le préparant, en préparant l'esprit des autres. La Révolution ne doit pas en arriver à avoir pour seule solution une marche en arrière. Ce serait un échec inexcusable.

En conclusion, parlons d'une question aussi importante que les autres : chaque révolutionnaire honnête et conscient sent l'immense responsabilité qu'il prend, lui et son organisation,

en voulant faire un changement aussi total et complet de la société. Cette responsabilité est encore plus aiguë au moment où, après une lutte acharnée, pénible, on aperçoit enfin des possibilités et les perspectives de réalisations pratiques. Il arrive qu'à ce moment, on ait tendance à attendre, à éviter les responsabilités, à vouloir s'assurer plus de conditions d'un succès certain, à vouloir attendre que la masse, elle aussi, devienne plus consciente, plus prête, qu'elle participe à cette responsabilité.

C'est compréhensible, mais c'est extrêmement dangereux: l'histoire humaine et sociale n'attend pas, ne s'arrête pas, et ce moment propice peut être perdu pour longtemps, pour toujours. De plus, c'est uniquement l'expérience qui nous apprendra à éviter les erreurs, et le succès définitif ne viendra qu'après. Il faut donc accepter le risque en travaillant, bien entendu, à ce qu'il soit réduit au minimum.

En plus de la préparation préalable dont nous avons parlé plus haut longuement, il y a pour les marchistes une autre garantie, c'est que rien ne soit imposé d'en haut, par l'arbitraire de décrets, c'est qu'à tout moment, on fasse appel aux initiatives de la masse elle-même.

Telle doit être notre ligne de conduite, ligne autant idéologique que tactique, dont il ne faut pas nous écarter. Peu importe que la réalisation libertaire soit pour demain, ou pour plus tard.

Maria Korn.

(traduit et adapté du russe)
Dielo Truda -N° 41-Janvier-avril
1953).

COMMENTAIRE

Comme nous l'avons signalé cet article a été écrit vers 1970. Il correspond donc à la situation "actuelle" de cette époque. Pour notre époque, il ne peut être valable que dans ses grandes lignes. Pour être fidèle à l'esprit de Maria Korn et aux exigences actuelles, il serait nécessaire d'en faire une analyse de la réalité actuelle d'en tirer les conclusions sûrement différentes de celles que Maria Korn a faites pour son époque. Ce travail est d'ailleurs fait, du moins théoriquement, à tous les Congrès, les rencontres, les journées de travail anarchistes. Dans ce sens, le travail de Maria Korn peut nous servir d'exemple de sérieux d'exigence de fidélité et à la fois de réalisme.

Un programme actuel ne pourrait se réaliser effectivement que collectivement.

Il nous semble que quelques remarques sur les positions de Maria Korn s'imposent :

1) Se forme conviction que le temps des réalisations libertaires est proche. Aujourd'hui 50 ans plus tard; peut-on dire la même chose? Il ne s'agit pas d'être découragé ou de vouloir s'encourager, mais les perspectives libertaires ne nous semblent pas immédiates. Pourquoi? Peut-être parce que nous avons été lourdement éprouvé par les deux guerres mondiales qui ont détruit pas mal de valeurs (Maria Korn ne parle que de la première guerre); peut-être parce que nous sommes profondément traumatisés par le tournant qu'a pris la Révolution Russe, par l'échec de la Révolution Espagnole; peut-être parce que nous sommes très (un peu trop même) obsédés par la puissance militaire, économique et impérialiste des deux blocs qui se partagent la

planète, et qui utilisent n'importe quoi uniquement dans la perspective de leur lutte mutuelle; peut-être enfin, parce que nous sommes battus sur toutes les barricades pour être de nouveau pourchassés après.... En tout cas, cela n'empêche pas de travailler avec la même énergie, toujours vers le même idéal.

2) Une autre conviction de Maria Korn, liée à la première, ne nous semble pas non plus aussi évidente qu'il y a 30 ans: la chute inévitable et imminente du capitalisme. Nous continuons, bien sûr, à refuser ce régime, à nous dresser contre lui; nous ne sommes nullement séduits par ses vertus et ses charmes. Mais nous sommes obligés de reconnaître qu'il a montré plus de vitalité, plus de souplesse et d'adaptation que ce dont on le croyait capable à l'époque (en 1930 la crise économique était encore très forte).

Le capitalisme a utilisé le progrès technique et scientifique pour devenir moins vulnérable; il a réussi à corrompre une grande partie de l'intelligentsia et même de la classe ouvrière, à son idéal de bien-être personnel et égoïste; il s'est montré capable de sacrifier de nombreux avantages pour pouvoir garder sa part du lion; il a même été capable d'accepter la décolonisation politique pour pouvoir conserver la plus grande partie de son hégémonie économique.

La période dangereuse pour le capitalisme (et l'espoir des forces révolutionnaires) était celle qui a immédiatement suivi la deuxième guerre mondiale (comme la brèche faite à son flanc après la première guerre mondiale). Mais ici aussi avec le plan Marshall, avec les cabinets de coalition, les vieux systèmes capitalistes ont été restaurés et sauvés. Il faut dire aussi que les accords de Yalta et de Poznan, ont coupé tout élan révolutionnaire spontané; Staline avait aussi peur

que Churchill des forces révolutionnaires et préférait partager le monde en "chasses gardées" impérialistes. Ainsi, le régime franquiste fut sauvé, les quelques téméraires essais -comme en Grèce, à Berlin, à Budapest, à Cuba, ont été soit étouffés dans le sang, soit manipulés comme des pions sur le jeu d'échec de la guerre froide, demi-froide, et même de la coexistence pacifique...

Toutes ces questions et beaucoup d'autres, soulignent encore une fois la nécessité de repenser " la situation actuelle ", la nôtre en 1963, pour pouvoir trouver le meilleur "programme", toujours le nôtre, vers l'anarchisme.

Théo.

DANS NOTRE COURRIER

Du camarade L. (Calvados) :

".. J'ai lu avec intérêt le n°24. Les articles sur l'histoire de l'anarchisme comme "les anarchistes au Mexique" me passionnent. Mais je dois dire que l'article sur le "droit" m'a semblé très important. Ce sont des problèmes difficiles sur lesquels il faut se pencher sérieusement.. "

Du camarade J. dans le Marnes :

".. J'ai bien reçu le n° de juin de NR. J'y ai remarqué un progrès de présentation mais il me semble que dans l'étude sur la Révolution mexicaine il y avait une certaine confusion entre la révolution de type démocratique avec réforme agraire, améliorations sociales mais maintien des structures fondamentales, rôle du parti de masse, etc. et l'élaboration de structures totalement nouvelles de forme libertaire dont l'Espagne reste vraiment le seul exemple à grande échelle. Je pense comme le suggèrent dans leur dernier n° les copains d'ICO qu'il serait intéressant de faire une étude critique de l'expérience espagnole, critique qui fut d'ailleurs amorcée dans un n° de NR (bibliographie). L'étude sur le droit anarchiste pourrait permettre de rénover la notion de contrat libre, tant sur le plan organisationnel que social; il y aurait beaucoup

à dire là-dessus au travers des différentes expériences tentées: milieux libres, collectivités espagnoles, etc .. "

Du camarade G. de Marseille :

"Si le communisme, dans son contenu idéal, représente la solution d'avenir pour des millions d'hommes de notre planète. Si on analyse les expériences de l'Etat d'Israël qu'on nous indique comme modèle le plus proche de cet idéal, c'est en réalité une oeuvre où le processus de déviation se fait plus imperceptible qu'ailleurs par la pacification entre l'état et ses citoyens: cet élément pratique de la société israélienne conduit à l'acceptation de tous les privilèges que l'état peut avoir en soi-même.

De fait, si le kibboutz prouve qu'il peut être facile d'acclimater dans l'esprit communautaire et d'émulation pour le bien-être, un nombre d'hommes indéterminé, les transformer d'êtres égoïstes en hommes solidaires et volontaristes, en même temps les conduit à reconnaître les raisons de se faire gouverner par délégation politique.

D'autre part il ne faut pas méconnaître que, si le kibboutz est un type de kolkhoze libéralisé que dans l'anarchisme nous appelons "communauté" ou "groupe de productions", dans l'ensemble des autres groupes industriels il est une contingence non contrôlée du capital, structurée par l'économie de l'Etat politique.

Depuis sa constitution, il a mis en émoi tous les états arabes; cependant, avant que cet Etat soit constitué, arabes et juifs travaillaient ensemble en fraternité dans les kibboutzim, ou d'autres groupes qui pouvaient exister dans la zone.

Voilà selon moi comment on peut observer les choses d'Israël. "

D'un camarade du Maroc :

... "Les Marocains sont scandalisés par l'attitude ingrate des algériens et sont prêts à partir en guerre pour Dieu, la patrie, le roi; le Parti communiste et l'UNFP souhaitent en cas de guerre une victoire algérienne leur permettant d'installer au Maroc un "socialisme". Mais la situation n'est pas tendue, les frontières sont loin, cela fait un sujet de conversation, mais personne ne croit à l'ouverture d'un conflit.. "

Des camarades Cubains. de Miami :

Extraits d'une lettre du Mouvement Libertaire Cubain à la FA italienne datée du 1/9/62, communiquée par le "LC à Noir et Rouge le 18/7/63 :
"Nous vous l'envoyons, pour que vous puissiez mieux comprendre notre position d'aujourd'hui, face au castrisme, et notre position d'hier, face au batistianisme."

.. "Notre position d'attaque au régime dictatorial cubain ne fut pas décidée par nous en exil, mais à Cuba fin 1959 et début 1960. Notre action a commencé à se développer alors et les camarades qui sont pris aujourd'hui, le sont parce qu'ils ont suivi cette position que nous avons tous décidée à Cuba. Par conséquent il faut que vous ôtiez de votre esprit toute idée de différence entre notre mouvement en exil et notre mouvement à l'intérieur de Cuba, car, en outre, si nous avons organisé le Mouvement Libertaire cubain en Exil, ce fut avec l'accord express de tous quand nous étions encore tous ensemble, pris et exilés, à l'intérieur de Cuba. Nous ne luttons pas contre la dictature totalitaire castriste pour restaurer la vieille oppres-

-sion que nous avons contribué à renverser par notre effort et notre sacrifice à une époque où le mouvement libertaire international ne se préoccupait pas de nous et ne nous offrait pas la moindre aide. Nous sommes tous des antibâtistiens par les faits et beaucoup d'entre nous ont sur le corps les cicatrices infligées par notre lutte contre la dictature de Batista. Nous avons combattu le régime brutal et corrompu de Batista avec les mêmes armes et les mêmes raisons que nous employons pour combattre le régime brutal et corrompu castro-communiste. Quand nous avons lutté contre Batista, nous avons couru le risque de voir notre effort utilisé au profit de n'importe quel aventurier du type Fidel Castro. Mais même connaissant ce danger nous ne nous sommes pas arrêtés: nous savions que, comme libertaires, nous avions le devoir d'être présents dans la lutte pour la liberté du peuple cubain. Maintenant nous savons que nous courons aussi le risque qu'un quelconque aventurier, qu'importe le nom ou la couleur politique, puisse profiter de notre effort et de notre sacrifice pour tenter d'instaurer à Cuba un autre régime liberticide. Mais, comme hier, cela ne nous arrête pas; notre lieu de combat est aujourd'hui de lutter pour la liberté du peuple cubain contre les dictatures actuelles et contre les futures dictatures de demain. Si nous ne le faisons pas, nous n'aurions pas le droit de nous dire libertaires..

.. Nous les militants cubains qui nous trouvons aux Etats Unis, nous aurions préféré prendre asile dans n'importe quel autre pays latino-américain, mais les gouvernements de l'Amérique latine n'accordent pas d'asile aux Cubains anticestristes et, quand ils le donnent, ils ne les autorisent pas à travailler pour gagner leur vie, exception faite

du Venezuela. D'autre part, les frais de voyage de Cuba aux Etats-Unis sont de 25 dollars seulement, tandis que, par exemple, pour aller au Mexique, qui est le pays le plus proche, il n'en faut pas moins de 80... "

Nous publions également des passages d'une lettre personnelle (Septembre 1963) :

.. "Je suis arrivée à New York en février. Il était déjà assez difficile de quitter Cuba. Toutes les communications avec ce pays-ci ayant été interrompues, mais la Croix Rouge avait organisé des vols pour citoyens américains, ce dont j'ai profité. J'aurais peut-être aimé rester à Cuba, mais il était impossible de changer de logement et mon appartement était trop plein de souvenirs tristes et me déprimait énormément. La question nourriture devenait également de plus en plus difficile. D'après ce que mes amis cubains m'écrivent loin l'être améliorée, cette situation est pire maintenant.. Ici, j'ai dû recommencer à construire ma vie, sans le cher compagnon que j'ai perdu. Tout ce que j'avais est resté à Cuba. On ne m'a permis d'emporter qu'un minimum de linge et de vêtements que j'avais sur le dos. J'ai abandonné reubles, livres, argent, tout.. Mais les possessions matérielles ne comptent vraiment pas et je n'y pense même plus. "

SOMMAIRES
des numéros de "Noir et Rouge"
encore disponibles

- n°10 - A propos de la révolution algérienne; de Bulgarie; A quoi sert une armée; Majorité et minorité; L'économie algérienne est-elle viable ?; Est-ce un abus ?; Sur la démocratie (Archinov); revues marxistes.
- n°14 (Hiver 59) - Sur la Dialectique de l'individu; Violence, Révolution, Organisation; Le dossier de la Révolution Espagnole; Le mythe des conseils ouvriers chez Tito.
- n°15-16 (Printemps 60) - Complot clérical et Combat laïque; Violence, Révolution, Organisation (suite); Le parti révolutionnaire et la spontanéité des masses; ou les contradictions de Trotsky; Bakounine et le mouvement révolutionnaire bulgare; Dossier Espagne (bibliographie).
- n°18 (Mars-Mai 61) - Solidarité; Le "birth control"; Economie: l'Algérie de demain; Préjugés racistes; La difficulté d'être anarchiste.
- n°31 (Janv.62) - Cuba (suite du n°30); Pays sous-développés; Rôle et importance des différentes classes dans la lutte pour la liberté (suite du n°40).
- n°32 (Nov.64) - Possibilités du syndicalisme étudiant; Témoignages espagnols; Pour une conception libertaire sur le racisme; Paul Zorikine; A propos de "Tâches immédiates et futures de l'anarchisme".
- n°33 (Fév.63) - Collectivités volontaires en Israël; Quelques remarques sur les kibboutzim; La Franc-maçonnerie et les anarchistes; L'Opus Dei; Portugal et Angola;

La Belgique et le Congo.
- Supplément : Anarchisme (Encyclopædia Brittanica).

Les camarades désirant consulter les numéros épuisés
peuvent nous écrire, nous leur indiquerons les bi-
bliothèques qui en possèdent.

+ + +

BILAN FINANCIER - NOVEMBRE 62 - OCTOBRE 63

<u>Crédit</u>		<u>Débit</u>	
CCP :	700,00	Numéro 22 :	640,00
En espèces :	320,00	Numéro 23 :	680,00
		Numéro 24 :	730,00
	<u>1.100,00</u>		
			<u>2.050,00</u>
<u>Déficit:</u>	950,00		

+ + +

A N N O N C E

We notice to our readers who understand English the
American review :

Views and Comments

P.O. Box 281
Cooper Station
New York 3, N.Y., U.S.A.

